

Rapport financier semestriel

30 juin 2013

Remarques générales

Le présent rapport financier contient des indications sur les objectifs, perspectives et axes de développement du groupe AREVA. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront ou que les objectifs seront atteints. Les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport financier visent aussi des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient, en cas de réalisation, avoir pour conséquence que les résultats futurs, les performances et les réalisations du groupe AREVA soient significativement différents des objectifs formulés et suggérés. Ces facteurs peuvent notamment inclure l'évolution de la conjoncture internationale, économique et commerciale ainsi que les facteurs de risques exposés dans la section 2.1. AREVA n'a pas d'obligation de mise à jour des informations prospectives contenues dans ce document, sous réserve des obligations d'information permanente pesant sur les sociétés dont les valeurs mobilières sont admises aux négociations sur les marchés réglementés.

SOMMAIRE

1	Personne responsable	- 5 -
1.1	Responsable du rapport financier semestriel.....	- 5 -
1.2	Attestation du responsable du rapport financier semestriel	- 5 -
2	Rapport d'activité semestriel	- 6 -
2.1	Événements significatifs.....	- 6 -
2.1.1	Faits marquants de la période	- 6 -
2.1.2	Transactions avec les parties liées	- 7 -
2.1.3	Facteurs de risques	- 7 -
2.2	Tableaux de synthèse des chiffres clés.....	- 8 -
2.2.1	Indicateurs financiers.....	- 8 -
2.2.2	Définitions des indicateurs financiers.....	- 10 -
2.3	Tableaux de synthèse de l'information sectorielle	- 12 -
2.4	Carnet de commandes.....	- 13 -
2.5	Compte de résultat.....	- 13 -
2.5.1	Chiffre d'affaires	- 14 -
2.5.2	Marge brute	- 14 -
2.5.3	Recherche et développement.....	- 15 -
2.5.4	Frais généraux, commerciaux et administratifs.....	- 15 -
2.5.5	Autres charges et autres produits opérationnels.....	- 16 -
2.5.6	Résultat opérationnel.....	- 16 -
2.5.7	Résultat financier.....	- 16 -
2.5.8	Impôts sur les bénéfices	- 17 -
2.5.9	Quote-part dans les résultats des entreprises associées	- 17 -
2.5.10	Part des minoritaires.....	- 17 -
2.5.11	Résultat net part du groupe	- 17 -
2.5.12	Résultat global.....	- 17 -
2.6	Flux de trésorerie et variation de l'endettement net	- 18 -
2.6.1	Tableau de variation de l'endettement net	- 18 -
2.6.2	Tableau de flux de trésorerie opérationnel groupe.....	- 18 -
2.6.3	Tableau des flux de trésorerie opérationnels libres par activité.....	- 19 -
2.6.4	Flux liés aux opérations de fin de cycle	- 20 -
2.6.5	Autres éléments de variation de l'endettement net	- 20 -
2.7	Éléments bilanciaux	- 21 -
2.7.1	Endettement financier, liquidité et actionariat.....	- 21 -
2.7.2	Capitaux propres	- 22 -
2.7.3	Besoin en fonds de roulement opérationnel.....	- 22 -

2.7.4	Actifs et provisions pour opérations de fin de cycle.....	- 22 -
2.7.5	Autres provisions et avantages au personnel	- 23 -
2.8	Revue des Business Groups.....	- 24 -
2.8.1	BG Mines.....	- 24 -
2.8.2	BG Amont.....	- 25 -
2.8.3	BG Réacteurs et Services	- 26 -
2.8.4	BG Aval.....	- 27 -
2.8.5	BG Energies renouvelables	- 28 -
2.8.6	Corporate et Autres	- 29 -
2.9	Événements postérieurs à la clôture	- 30 -
2.10	Perspectives	- 31 -
3	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2013.....	- 32 -
4	Comptes consolidés semestriels résumés 30 juin 2013	34
	ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2013	42
	NOTE 1 – NOTE SUR LES PRINCIPES COMPTABLES.....	42
	NOTE 2 – PERIMETRE ET FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE	43
	NOTE 3 – AUTRES CHARGES ET AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS.....	44
	NOTE 4 – RESULTAT FINANCIER	45
	NOTE 5 – IMPOTS.....	45
	NOTE 6 – GOODWILLS ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	46
	NOTE 7 – OPERATIONS DE FIN DE CYCLE	48
	NOTE 8 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES.....	49
	NOTE 9 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS.....	50
	NOTE 10 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	50
	NOTE 11 – CAPITAL.....	50
	NOTE 12 – AUTRES PROVISIONS	51
	NOTE 13 – DETTES FINANCIERES	53
	NOTE 14 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS	54
	NOTE 15 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	56
	NOTE 16 – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS	56
	NOTE 17 – AUTRES INFORMATIONS	57
	NOTE 18 – EVENEMENTS POSTERIEURS À LA CLOTURE DE L'EXERCICE	57

1 Personne responsable

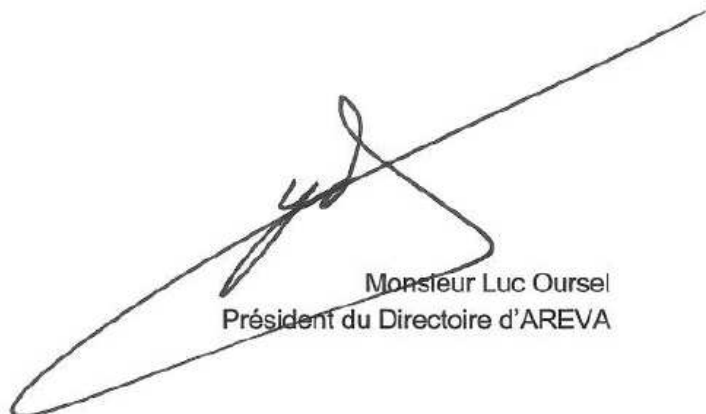
1.1 Responsable du rapport financier semestriel

Monsieur Luc Oursel, Président du Directoire d'AREVA.

1.2 Attestation du responsable du rapport financier semestriel

“J’atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le 1^{er} semestre 2013 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l’exercice.”

Fait à Paris, le 23 juillet 2013



Monsieur Luc Oursel
Président du Directoire d'AREVA

2 Rapport d'activité semestriel

2.1 Événements significatifs

2.1.1 Faits marquants de la période

Les informations reportées dans cette section concernent l'ensemble du groupe AREVA. Les faits marquants relatifs au domaine commercial sont décrits dans la revue des activités dans la section 2.8.

Dans les domaines stratégique et capitalistique

Groupe

- Le 10 janvier 2013, AREVA a annoncé confier à NATIXIS la mise en œuvre d'un contrat de liquidité portant sur les titres AREVA admis aux négociations sur Nyse Euronext Paris.
- Le 18 janvier 2013, AREVA a annoncé avoir signé, auprès de 19 banques, une ligne de crédit syndiqué de 1,25 milliard d'euros, d'une durée de 5 ans. Elle remplace le précédent crédit syndiqué non-tiré venant à échéance en 2014.
- Le 3 avril 2013, AREVA et la société française de Capital Investissement Astorg Partners ont signé un contrat en vue de la reprise par Astorg Partners de Canberra, la filiale d'AREVA de mesures nucléaires. Le 28 juin, AREVA a été informé par Astorg Partners de sa décision de ne pas finaliser la reprise de Canberra, invoquant l'absence d'un financement adéquat, et ce malgré les assurances données par Astorg Partners à AREVA dans le contrat signé. Canberra conserve toute sa place au sein du groupe AREVA.
- Le 23 mai 2013, le site minier de Somaïr au Niger a fait l'objet d'une attaque ayant fait 14 blessés et un mort. Le 24 mai 2013, Luc Oursel, Président du directoire d'AREVA, s'est rendu au Niger pour y rencontrer les collaborateurs du groupe et les représentants de l'Etat nigérien.
- Le 5 juin 2013, AREVA a annoncé le succès de la première opération d'actionnariat salarié mise en œuvre depuis sa création. Plus de 14 600 collaborateurs français, allemands et américains, soit près de 36% des équipes, ont participé à l'opération.

Gouvernance

- Le 24 juin 2013, le Conseil de Surveillance d'AREVA s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard Bigot, Vice-Président du Conseil, et a nommé Monsieur Pierre Blayau Président du Conseil de Surveillance en remplacement de Monsieur Jean-Cyril Spinetta, démissionnaire.

Nucléaire

- Le 4 mars 2013, TransNuclear Ltd, filiale commune d'AREVA et de Kobe Steel Ltd, a livré à TEPCO trois premiers emballages métalliques destinés à l'entreposage à sec de combustibles usés issus de la piscine commune de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi.
- Le 15 avril 2013, AREVA et PEICo ont annoncé s'associer pour proposer et exploiter des centres d'intervention régionaux destinés à l'industrie nucléaire américaine. Au travers de cette alliance baptisée «SAFER» (Strategic Alliance for FLEX Emergency Response), AREVA et PEICo gèreront et fourniront une offre complète de services et d'équipements de secours.
- Le 17 avril 2013, AREVA a remporté un contrat auprès du consortium coréen KAERI / DAEWOO pour la fourniture d'éléments de combustible au réacteur JRTR (Jordan Research and Training Reactor) actuellement en construction en Jordanie.
- Le 18 avril 2013, AREVA a signé un contrat avec l'électricien américain Exelon pour la fourniture

d'assemblages de combustible pour les centrales nucléaires de Dresden et de Quad Cities, ainsi que la poursuite des services de fabrication pour la centrale de Three Mile Island.

- Le 25 avril 2013, AREVA a signé avec les entreprises CNNC et CGNPC des accords-clés pour le développement du partenariat stratégique franco-chinois dans le nucléaire civil.
- Le 4 juin 2013, Hitachi-GE Nuclear Energy, Ltd. et AREVA ont signé un accord visant à améliorer la sûreté des centrales nucléaires grâce à la fourniture de systèmes de ventilation des enceintes de confinement (*Filtered Containment Venting Systems – FCVS*). Les deux entreprises ont l'intention de collaborer via l'adoption par Hitachi-GE de la technologie AREVA pour la conception, la fabrication et l'installation de ces composants dans les réacteurs à eau bouillante au Japon.
- Le 7 juin 2013, AREVA a signé avec les entreprises JNFL et ATOX des accords clés pour la poursuite et le développement du partenariat stratégique franco-japonais dans le nucléaire civil.

Dans le domaine industriel (avancement chantier, inaugurations)

- Le 9 janvier 2013, La Commission Canadienne de Sûreté Nucléaire (CCSN) a autorisé AREVA à traiter dans l'usine de McClean Lake le minerai d'uranium à très forte teneur de la mine de Cigar Lake, dont la mise en exploitation est attendue d'ici la fin de cette année. La CCSN a également autorisé l'augmentation de capacité de production de l'usine de traitement du minerai, de 3 600 à 5 900 tonnes d'uranium par an.
- Le 22 janvier 2013, à l'occasion de sa visite sur le site nucléaire de Taishan, Mme Nicole Bricq, Ministre du Commerce Extérieur, accompagnée de Luc Oursel et de Henri Proglio, Président Directeur Général d'EDF, a pu constater la progression des travaux de construction des deux réacteurs EPR en Chine, menés par la société propriétaire et futur exploitant du site, TNPJVC, détenue à 30 % par EDF au côté de CGNPC.
- Le 11 février 2013, à la suite de la déclaration de TVO sur le calendrier du projet Olkiluoto 3, le consortium AREVA-Siemens a rappelé l'engagement pris par son client de prendre toutes les mesures nécessaires pour contribuer à un calendrier stable et fiable.
- Le 6 mars 2013, AREVA a achevé dans son usine de Romans (Drôme) la première campagne de fabrication d'assemblages de combustible destinés au réacteur EPRTM n°1 de Taishan.
- Le 29 mars 2013, AREVA a célébré la mise en production commerciale de l'usine d'enrichissement d'uranium Georges Besse II Nord, sur le site du Tricastin (Drôme et Vaucluse). La mise en production de l'usine nord intervient deux ans après celle de l'usine sud conformément au planning.

2.1.2 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 15 des Annexes aux comptes consolidés semestriels.

2.1.3 Facteurs de risques

Les risques et incertitudes significatifs auxquels le groupe est confronté sont décrits dans la Section 4 "Facteurs de risques" du Document de Référence 2012, déposé le 28 mars 2013 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et disponible sur son site Internet (www.amf-france.org) ainsi que sur celui de la Société (www.aveva.com). Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent Rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le groupe sur la fin de l'exercice en cours et il n'est pas anticipé d'incertitudes ou de risques significatifs autres que ceux présentés dans le Document de Référence.

2.2 Tableaux de synthèse des chiffres clés

2.2.1 Indicateurs financiers

A des fins de comparaison et pour pouvoir suivre les indicateurs qui sont utilisés dans les perspectives financières du Groupe, ceux-ci sont retraités de la cession d'actif réalisée dans le cadre de son plan d'actions stratégique au cours du 1^{er} semestre 2012 (cession de la participation dans le champ minier canadien Millennium). Celle-ci a contribué au résultat opérationnel et à l'excédent brut d'exploitation à hauteur de 92 millions d'euros sous forme de plus-value et aux désinvestissements à hauteur de 115 millions d'euros.

<i>En millions d'euros</i>	1^{er} sem. 2013	1^{er} sem. 2012	Variation 2013/2012
Carnet de commandes	43 494	45 190	- 3,8 %
Chiffre d'affaires	4 762	4 329	+ 10,0 %
Dont activités nucléaires ¹	4 477	4 005	+ 11,8 %
Dont activités renouvelables	214	253	- 15,3 %
Excédent brut d'exploitation retraité²	473	725	- 252 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	9,9 %	16,7 %	- 6,8 pts
Excédent brut d'exploitation retraité², hors indemnité d'assurance reçue sur OL3 au 1^{er} semestre 2012	473	425	+ 48 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	9,9 %	9,8 %	+ 0,1pt
Excédent brut d'exploitation publié	473	817	- 344 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	9,9 %	18,9 %	- 9,0 pts
Cash-flow opérationnel libre retraité²	(313)	(591)	+ 278 M€
Cash-flow opérationnel libre publié	(313)	(476)	+ 163 M€
Résultat opérationnel retraité²	245	349	- 103 M€
Résultat opérationnel publié	245	441	- 195 M€
Résultat net part du groupe	0	80	- 80 M€
Résultat net par action	0,00 €	0,21 €	- 0,21 €
	30.06.13	31.12.12	
Endettement (+) / trésorerie (-) net(te)	4 471	3 948	+ 523 M€
Ratio dette nette / (dette nette + fonds propres)	44,7 %	41,5 %	+ 3,2 pts

L'information semestrielle du 1^{er} semestre 2012 est ajustée de façon à être comparable à celle du 1^{er} semestre 2013.

Par ailleurs, il est rappelé que le niveau d'activité des différents Business Groups et leur contribution aux résultats du groupe peuvent varier de manière significative d'un semestre sur l'autre dans les activités nucléaires. Par conséquent, l'activité semestrielle ne saurait être considérée comme une base fiable de projection annuelle.

¹ Activités nucléaires : activités des BG Mines, Amont, Réacteurs et Services, Aval et de la Direction Ingénierie et Projets (comptabilisée dans la ligne Autres)

² Retraité des impacts du plan de cession au 1^{er} semestre 2012 (+ 92 millions d'euros sur l'EBE et le résultat opérationnel et + 115 millions d'euros sur le CFO libre)

Les résultats du 1^{er} semestre 2013 sont marqués par une poursuite du redressement de la performance financière du Groupe :

- une très forte croissance du chiffre d'affaires à 4 762 M€ (+ 13,0 % à p.c.c. par rapport au 1^{er} semestre 2012) ;
- une nette progression de l'EBE à 473 M€ : + 11,4 % par rapport au 1^{er} semestre 2012 (hors impact de la cession de Millenium et de l'indemnité assurance relative au projet OL3 reçue au 1^{er} semestre 2012) ;
- une amélioration très significative du cash flow opérationnel libre à - 313 M€ : + 272 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2012 (hors impact de la cession de Millenium), qui a été positif au 2^{ème} trimestre 2013 pour le Groupe et au 1^{er} semestre 2013 pour les activités nucléaires ;
- la poursuite et le bon avancement du plan de réduction des coûts, les actions mises en œuvre atteignant à fin juin 2013 55% de l'objectif fixé pour 2015 (réduction de 1 milliard d'euros de la base de coûts annuelle), auxquelles viennent s'ajouter des actions sécurisées pour un total de 84% de l'objectif 2015 ;
- un résultat opérationnel positif sur le semestre.

Ces résultats encourageants permettent de confirmer les objectifs de rentabilité et de cash-flow opérationnel du Groupe pour l'exercice 2013 (cf. section 2.10 Perspectives)

2.2.2 Définitions des indicateurs financiers

> Besoin en fonds de roulement opérationnel (BFRO)

Le BFRO représente l'ensemble des éléments d'actifs circulants et des dettes directement liées aux opérations. Il comprend les éléments suivants :

- stocks et en cours ;
- clients et comptes rattachés ;
- avances versées ;
- autres créances d'exploitation, produits à recevoir, charges constatées d'avance ;
- couvertures de change du BFR opérationnel ;
- moins : fournisseurs et comptes rattachés, avances reçues sur commandes (à l'exclusion des avances portant intérêt), autres dettes d'exploitation, charges à payer, produits constatés d'avance ;

NB : il n'inclut pas les créances et dettes hors exploitation, telles que notamment les dettes d'impôt sur les sociétés, les créances sur cessions d'immobilisations et dettes sur acquisitions d'immobilisations.

> Carnet de commandes

Le carnet de commandes est valorisé sur la base des commandes fermes, à l'exclusion des options non confirmées, évaluées aux conditions économiques de la fin de période considérée. Les commandes en devises faisant l'objet d'une couverture de change sont évaluées au taux de change de couverture ; les commandes en devises non couvertes sont évaluées au taux de change du dernier jour de la période considérée. En ce qui concerne les contrats à long terme, comptabilisés selon la méthode de l'avancement, en cours de réalisation au moment de la clôture, le montant inclus dans le carnet de commandes correspond à la différence entre, d'une part le chiffre d'affaires prévisionnel du contrat à terminaison, et d'autre part le chiffre d'affaires déjà reconnu sur ce contrat ; il inclut par conséquent les hypothèses d'indexation et de révision de prix contractuelles prises en compte par le groupe pour l'évaluation du chiffre d'affaires prévisionnel à terminaison.

> Cash-flow opérationnel libre (CFO libre)

Il représente le montant des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles. Cet indicateur s'entend avant impôt sur les sociétés. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- l'EBE (ou EBITDA), hors opérations de fin de cycle ;
- augmenté des moins-values ou minoré des plus-values sur cessions d'actifs incluses dans le résultat opérationnel ;
- augmenté de la réduction ou minoré de l'augmentation du besoin en fonds de roulement opérationnel entre l'ouverture et la clôture de l'exercice (hors effet des reclassements, des écarts de conversion et des variations de périmètre) ;
- minoré du montant des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des variations des comptes fournisseurs d'immobilisations ;
- augmenté des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans le résultat opérationnel, nettes des variations des comptes de créances sur cessions d'immobilisations ;
- augmenté des avances clients sur immobilisations reçues au cours de l'exercice ;
- augmenté des acquisitions (ou cessions) de sociétés consolidées (hors entreprises associées) nettes de la trésorerie acquise.

> Dette nette

Cette rubrique inclut les dettes financières courantes et non courantes qui incluent les avances portant intérêt reçues des clients et les options de ventes des actionnaires minoritaires sous déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et les autres actifs financiers courants. Les actions classées en « Titres disponibles à la vente » sont exclues du calcul de la dette (trésorerie) nette.

> EBE (Excédent Brut d'Exploitation, ou EBITDA)

L'EBE est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations, nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels (à l'exception des provisions pour dépréciation des éléments d'actif circulant). L'EBE est retraité de façon à exclure le coût des opérations de fin de cycle des installations nucléaires (démantèlement, reprise et conditionnement des déchets) effectuées au cours de l'exercice, ainsi que les soultes versées ou à verser à des tiers au titre du démantèlement des installations. Pour mémoire, les flux de trésorerie liés aux opérations de fin de cycle sont présentés séparément.

> Flux des opérations de fin de cycle

Cet indicateur traduit l'ensemble des flux de trésorerie liés aux obligations de fin de cycle et aux actifs de couverture de ces obligations. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- revenus du portefeuille d'actifs de couverture ;
- trésorerie issue des cessions d'actifs de couverture ;
- minorés des acquisitions d'actifs de couverture ;
- minorés des dépenses relatives aux obligations de fin de cycle effectuées au cours de l'exercice ;
- soultes reçues au titre du démantèlement des installations ;
- minorées des soultes versées au titre du démantèlement des installations.

> Résultat global part du groupe

Le résultat global est la variation des capitaux propres, au cours d'une période, qui résulte des transactions et événements autres que les variations résultant de transactions avec les actionnaires.

Le résultat global comprend toutes les composantes du « résultat » et des « autres éléments du résultat global ».

Les « autres éléments du résultat global » incluent les composantes suivantes :

- (a) les profits et les pertes résultant de la conversion des états financiers d'une activité à l'étranger ;
- (b) les profits et les pertes relatifs à la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente ;
- (c) la partie efficace des profits et des pertes sur instruments de couverture dans une couverture de flux de trésorerie ;
- (d) les gains et pertes actuariels sur avantages du personnel.

2.3 Tableaux de synthèse de l'information sectorielle

A la suite de la création d'une filiale distincte regroupant l'ensemble des activités minières du groupe en 2012, les données du Business Group Mines sont désormais publiées séparément de celles du Business Group Amont. L'information sectorielle correspond donc aux cinq Business Groups opérationnels d'AREVA : Mines, Amont, Réacteurs et Services, Aval et Energies Renouvelables.

1^{er} semestre 2013 (données contributives groupe)

(en millions d'euros)	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Corporate et autres	Total
Chiffre d'affaires	813	954	1 714	975	214	92	4 762
Excédent brut d'exploitation	315	108	(110)	305	(55)	(90)	473
% du chiffre d'affaires	38,7 %	11,3 %	(6,4) %	31,3 %	(25,6) %	ns	9,9 %
Résultat opérationnel	253	66	(113)	228	(64)	(126)	245
% du chiffre d'affaires	31,1 %	6,9 %	(6,6) %	23,4 %	(29,7) %	ns	5,1 %
Variation du BFR opérationnel	127	9	(24)	19	(99)	(204)	(171)
Investissements opérationnels nets	(212)	(240)	(73)	(42)	(43)	(11)	(621)
Cash-flow opérationnel avant IS	233	(124)	(206)	282	(193)	(306)	(313)

1^{er} semestre 2012 (données contributives groupe) ¹

(en millions d'euros)	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Corporate et autres	Total
Chiffre d'affaires	646	908	1 631	799	253	92	4 329
Excédent brut d'exploitation	315	169	154	268	(25)	(64)	817
% du chiffre d'affaires	48,8 %	18,7 %	9,5 %	33,5 %	(10,1) %	Ns	18,9 %
Résultat opérationnel	97	186	(198)	443	(33)	(54)	441
% du chiffre d'affaires	15,0 %	20,4 %	(12,1) %	55,5 %	(13,1) %	Ns	10,2 %
Variation du BFR opérationnel	152	11	(346)	30	61	(235)	(327)
Investissements opérationnels nets	(227)	(407)	(74)	(55)	(32)	(4)	(800)
Cash-flow opérationnel avant IS	150	(305)	(265)	242	4	(302)	(476)

¹ Les chiffres 2012 ont été retraités afin d'incorporer l'activité Ingénierie et Projet au sein de la ligne « Corporate et Autres ».

2.4 Carnet de commandes

Au 30 juin 2013, le carnet de commandes du groupe s'élève à 43,5 milliards d'euros, représentant ainsi près de 5 années de chiffre d'affaires. Il recule légèrement par rapport au 30 juin 2012 (45,2 milliards d'euros). Le carnet de commandes du Business Group (BG) Mines progresse sur 12 mois, tandis que celui des autres Business Groups nucléaires recule en lien avec la bonne exécution des contrats sur la période.

Les prises de commandes du semestre sont proches de 3 milliards d'euros.

Les annulations de commandes constatées consécutivement à l'accident de Fukushima se sont limitées à 42 millions d'euros au second trimestre 2013 (105 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013), marquant un net infléchissement par rapport au niveau des trimestres précédents.

2.5 Compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012	2012
Chiffre d'affaires	4 762	4 329	9 342
Marge brute	799	647	942
Frais de recherche et développement	(136)	(135)	(317)
Frais commerciaux	(122)	(118)	(238)
Frais généraux et administratifs	(194)	(202)	(418)
Autres charges opérationnelles	(157)	(238)	(532)
Autres produits opérationnels	55	487	682
Résultat opérationnel	245	441	118
Résultat financier	(93)	(191)	(324)
Impôts sur les résultats	(100)	(149)	120
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	1	5	11
Résultat net d'impôt des activités poursuivies	53	106	(74)
Résultat net d'impôt des activités cédées ou destinées à être cédées	-	-	-
Résultat net de la période	53	106	(74)
Intérêts minoritaires	52	26	24
Résultat net part du groupe	0	80	(99)
Résultat global	(35)	145	(195)

2.5.1 Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012 ¹	Variation 2013/2012
Chiffre d'affaires contributif	4 762	4 329	+ 10,0 %
BG Mines	813	646	+ 25,9 %
BG Amont	954	908	+ 5,1 %
BG Réacteurs et Services	1 714	1 631	+ 5,1 %
BG Aval	975	799	+ 22,1 %
BG Energies Renouvelables	214	253	- 15,3 %

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 4 762 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, en hausse de 10,0 % par rapport au 1^{er} semestre 2012 (+ 13,0 % à données comparables). L'effet de change a eu un impact négatif de

29 millions d'euros, principalement dans les BG Mines, Réacteurs et Services et Energies Renouvelables. L'effet de périmètre est négatif sur la période de 84 millions d'euros principalement du fait de la déconsolidation de *La Mancha Resources Inc.*, à la suite de la cession de cette activité fin août 2012.

Le chiffre d'affaires des activités nucléaires s'établit à 4 477 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre 4 005 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en hausse de 11,8 % (+ 14,9 % à données comparables). Il est tiré par la croissance constatée dans l'ensemble des BG nucléaires : + 25,9 % dans le BG Mines, + 5,1 % dans le BG Amont, + 5,1 % dans le BG Réacteurs et Services et + 22,1 % dans le BG Aval.

Le chiffre d'affaires des activités renouvelables recule au 1^{er} semestre 2013 pour s'établir à 214 millions d'euros (contre 253 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012).

Sur le semestre, le chiffre d'affaires réalisé à l'international s'élève à 2 867 millions d'euros, en hausse de 10,6 % par rapport au 1^{er} semestre 2012.

2.5.2 Marge brute

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012	Variation 2013/2012
Marge brute	799	647	+ 23,6 %
% du chiffre d'affaires	16,8 %	14,9 %	+ 1,8 pts

La marge brute du groupe s'élève à 799 millions d'euros au premier semestre 2013 (soit 16,8 % du chiffre d'affaires) contre 647 millions d'euros au premier semestre 2012 (soit 14,9 % du chiffre d'affaires). Cette évolution s'explique principalement par la croissance de la marge brute du Business Group Mines et l'amélioration de la marge brute du Business Group Réacteurs et Services, cette dernière ayant été impactée au premier semestre 2012 par la provision pour perte à terminaison de 300 millions d'euros sur le projet OL3, contre un montant de 150 millions d'euros au premier semestre 2013.

¹ Les chiffres 2012 ont été retraités afin d'incorporer l'activité Ingénierie et Projet au sein de la ligne « Corporate et Autres ».

2.5.3 Recherche et développement

Les dépenses de Recherche et Développement sont immobilisées si elles répondent aux critères d'activation fixés par la norme IAS 38, et sont comptabilisées en charges de Recherche et Développement dans le cas contraire.

Dans le compte de résultat, les frais de Recherche et Développement apparaissent sous la marge brute et représentent les dépenses, non activables, engagées par le groupe exclusivement ; les charges relatives aux programmes financés partiellement ou totalement par les clients, ainsi que les projets en partenariat où AREVA dispose d'un droit d'usage commercial des résultats sont comptabilisés dans le coût des ventes.

Les frais de Recherche et Développement du groupe, hors frais de recherche et d'exploration minières ont représenté, sur le premier semestre 2013, 114 millions d'euros, soit 2,4 % du chiffre d'affaires contributif. Cet indicateur est en légère baisse par rapport à la même période en 2012.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	% du CA	S1 2012	% du CA
Frais de Recherche et Développement comptabilisés en charges sous la marge brute après CIR ⁽¹⁾	136	2,8 %	135	3,1 %
Dont frais de recherche et d'exploration minières	22	-	15	-
Frais de Recherche et Développement comptabilisés en charges sous la marge brute hors frais de recherche et d'exploration minières après CIR ⁽¹⁾	114	2,4 %	121	2,8 %
CIR ⁽¹⁾	26	-	25	-
Frais de Recherche et Développement comptabilisés en charges sous la marge brute hors frais de recherche et d'exploration minières avant CIR ⁽¹⁾	140	2,9 %	146	3,4 %
Frais de développement capitalisés	46	1,0 %	49	1,1 %
TOTAL	186	3,9 %	195	4,5 %
Nombre de brevets déposés	51	-	64	-

(1) Crédit Impôt Recherche.

En prenant en compte les frais de développement capitalisés, le total des frais de Recherche et Développement s'élève à 186 millions d'euros au premier semestre 2013, soit 3,9 % du chiffre d'affaires de la période, en légère diminution par rapport à la même période de l'année précédente (4,5 % du chiffre d'affaires).

2.5.4 Frais généraux, commerciaux et administratifs

Les frais généraux, commerciaux et administratifs s'établissent à 316 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, en baisse de 1,5 % par rapport au 1^{er} semestre 2012 quand le chiffre d'affaires augmente de 10,0 %. Rapportés au chiffre d'affaires, ils diminuent, représentant 6,6 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2013 contre 7,4 % au premier semestre 2012. Cette évolution montre les effets de l'amplification des efforts de réduction des coûts de structure et des fonctions supports dans le cadre du plan d'actions stratégiques « Action 2016 ».

2.5.5 Autres charges et autres produits opérationnels

Les autres charges opérationnelles s'élèvent à - 157 millions d'euros contre - 238 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012. Sur le 1^{er} semestre 2012, elles étaient essentiellement composées de dépréciations d'actifs miniers. Au 1^{er} semestre 2013, elles se composent principalement de provisions pour pénalités ou pour charges liées à la rupture anticipée de contrats d'approvisionnement long terme et à la rationalisation des sites immobiliers du groupe.

Les autres produits opérationnels ressortent à 55 millions d'euros contre 487 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 où ils comprenaient principalement l'impact des changements de régime d'avantages postérieurs à l'emploi résultant de la renégociation d'accords collectifs.

2.5.6 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel publié du groupe s'élève à 245 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre 441 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

Retraité des effets cessions 2012¹, il recule de 103 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 par rapport au 1^{er} semestre 2012 qui avait bénéficié de l'effet ponctuel de la mise en place en mars 2012 d'un nouveau régime d'anticipation de fin de carrière, modifiant les dispositions du principal régime de préretraite d'une filiale du Groupe. Cet effet est compensé par un niveau de dotations aux provisions moindre qu'au 1^{er} semestre 2012.

2.5.7 Résultat financier

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012
Coût de l'endettement financier net	(100)	(95)
Autres charges et produits financiers	7	(95)
<i>Part liée aux opérations de fin de cycle</i>	105	8
Résultat financier sur portefeuille dédié	209	133
Rémunération des créances et produits de désactualisation des actifs de couverture	23	23
Effet des révisions d'échéanciers	0	1
Charges de désactualisation sur opérations de fin de cycle	(127)	(149)
<i>Part non liée aux opérations de fin de cycle</i>	(98)	(103)
Résultat sur cession de titres et variation de valeur des titres de transaction	1	29
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(33)	(42)
Dividendes reçus	0	1
Autres produits et charges	(67)	(91)
Résultat financier	(93)	(191)

¹ Retraité des impacts du plan de cession au 1^{er} semestre 2012 (+ 92 millions d'euros sur le résultat opérationnel)

Le résultat financier est de - 93 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, contre - 191 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012. Cette évolution s'explique par la part du résultat financier liée aux opérations de fin de cycle qui s'améliore sur la période. Le coût de l'endettement financier net est stable par rapport au 1^{er} semestre 2012, à 100 millions d'euros.

2.5.8 Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt nette atteint -100 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, contre une charge nette de - 149 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

2.5.9 Quote-part dans les résultats des entreprises associées

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012	2012
Autres	1	5	11
Total	1	5	11

La quote-part du résultat des entreprises associées ressort à 1 million d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre 5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

2.5.10 Part des minoritaires

La part de résultat revenant aux minoritaires s'élève à 52 millions d'euros, en augmentation par rapport au 1^{er} semestre 2012.

2.5.11 Résultat net part du groupe

Le résultat net part du groupe est nul au 1^{er} semestre 2013 contre 80 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

2.5.12 Résultat global

Le résultat global s'élève à - 35 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre 145 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012. Cette évolution s'explique principalement par la diminution du résultat net part du groupe, ainsi que la variation de valeur des actifs financiers disponibles à la vente.

2.6 Flux de trésorerie et variation de l'endettement net

2.6.1 Tableau de variation de l'endettement net

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013
Endettement net début de période (31 décembre 2012)	(3 948)
Excédent brut d'exploitation opérationnel	473
<i>% du chiffre d'affaires</i>	9,9 %
Plus/moins-values de cession d'immobilisations opérationnelles	6
Variation du BFR opérationnel	(171)
Investissements opérationnels nets	(621)
Cash-flow opérationnel libre avant IS	(313)
Flux liés aux opérations de fin de cycle	(20)
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires	(33)
Autres (investissements financiers nets, impôts, BFR non opérationnel et flux nets de trésorerie des activités cédées)	(189)
Variation de l'endettement net	(523)
	30 juin 2013
Endettement (-) / trésorerie (+) net fin de période	(4 471)

2.6.2 Tableau de flux de trésorerie opérationnel groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012
Excédent brut d'exploitation opérationnel	473	817
<i>% du chiffre d'affaires</i>	9,9 %	18,9 %
Plus/moins-values de cession d'immobilisations opérationnelles	6	(166)
Variation du BFR opérationnel	(171)	(327)
Investissements opérationnels nets	(621)	(800)
Cash-flow opérationnel libre avant IS	(313)	(476)

2.6.3 Tableau des flux de trésorerie opérationnels libres par activité

(en millions d'euros)	EBE		Variation BFR opérationnel		Investissements opérationnels nets de cession		Cash-flow opérationnel libre avant IS	
	S1 2013	S1 2012 ¹	S1 2013	S1 2012 ¹	S1 2013	S1 2012 ¹	S1 2013	S1 2012 ¹
BG Mines	315	315	127	152	(212)	(227)	233	150
BG Amont	108	169	9	11	(240)	(407)	(124)	(305)
BG Réacteurs et Services	(110)	154	(24)	(346)	(73)	(74)	(206)	(265)
BG Aval	305	268	19	30	(42)	(55)	282	242
BG Energies Renouvelables	(55)	(25)	(99)	61	(43)	(32)	(193)	4
Corporate et Autres	(90)	(64)	(204)	(235)	(12)	(4)	(306)	(302)
Total groupe	473	817	(171)	(327)	(621)	(800)	(313)	(476)

L'excédent brut d'exploitation (EBE) publié passe de 817 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 à 473 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013. Retraité de l'impact des cessions en 2012², il recule de 252 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2012 où il avait bénéficié de l'indemnité d'assurance reçue au titre du projet finlandais OL3 pour 300 millions d'euros. Hors indemnité d'assurance OL3, l'EBE progresse ainsi de 48 M€, soit + 11,4 % sur un an. Sur les seules activités nucléaires, l'EBE progresse de + 18,6 % sur un an, soit une amélioration de la marge d'EBE de 12,9 % à 13,7 % du chiffre d'affaires.

La variation du BFR opérationnel est défavorable de - 171 millions d'euros, à comparer à - 327 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

Les investissements opérationnels bruts du groupe s'élèvent à 622 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, contre 919 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012. Ils ont été financés à hauteur de 50 % par le cash-flow opérationnel généré par l'activité, contre 36 % au 1^{er} semestre 2012.

Les cessions d'actifs classées en cash-flow opérationnel sont non significatives sur le semestre tandis qu'elles s'élevaient à 120 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 où elles comprenaient principalement la cession de la participation dans le champ minier canadien Millennium mise en œuvre dans le cadre du plan Action 2016.

Les investissements opérationnels nets s'établissent en conséquence à 621 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, en recul de 179 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2012.

Le cash-flow opérationnel libre avant impôts publié progresse de 163 millions d'euros pour s'établir à - 313 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013.

Retraité des cessions 2012², il progresse de 278 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2012, bénéficiant de l'effet combiné de l'amélioration de la performance (hors indemnité d'assurance reçue au titre d'OL3 au 1^{er} semestre 2012) et de la maîtrise des investissements sur la période.

¹ Les chiffres 2012 ont été retraités afin d'incorporer l'activité Ingénierie et Projet au sein de la ligne « Corporate et Autres ».

² Retraité des impacts du plan de cession au 1^{er} semestre 2012 (+ 92 millions d'euros sur l'EBE, +115 millions d'euros sur le CFO libre)

2.6.4 Flux liés aux opérations de fin de cycle

Pour faire face à ses engagements de démantèlement, le groupe a constitué un portefeuille spécifique dédié au paiement des dépenses liées à ces opérations. La politique du groupe consiste à compenser les flux négatifs liés aux opérations de fin de cycle par des flux positifs générés par les dividendes ou la cession de titres détenus en portefeuille.

Au 1^{er} semestre 2013, les flux liés aux opérations de fin de cycle se sont élevés à - 20 millions d'euros contre - 21 millions d'euros au 30 juin 2012.

2.6.5 Autres éléments de variation de l'endettement net

Les autres éléments de variation de l'endettement net s'élèvent à – 189 millions d'euros. Ils sont principalement composés de décaissements d'impôts (- 73 millions d'euros) et de frais financiers (- 71 millions d'euros).

2.7 Éléments bilanciaux

Le bilan simplifié compense les éléments d'actif et de passif constitutifs du besoin en fonds de roulement ainsi que des impôts différés, contrairement au bilan détaillé présenté dans les annexes aux comptes consolidés.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
Écarts d'acquisition nets	4 085	3 998
Immobilisations corporelles et incorporelles	11 326	10 699
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	5 983	5 912
Titres des entreprises associées	159	175
Autres actifs financiers non courants	301	294
Impôts différés (actifs – passifs)	962	1 006
Besoin en fond de roulement opérationnel	(574)	(601)
Actifs des activités destinées à être cédées	-	225
Somme de l'actif du bilan simplifié	22 243	21 708
Capitaux propres et intérêts minoritaires	5 530	5 556
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 376	6 331
Autres provisions et avantages au personnel	4 690	4 751
Autres éléments d'actif et de passif	1 175	1 048
Passif des activités destinées à être cédées	-	73
Endettement net	4 471	3 948
Somme du passif du bilan simplifié	22 243	21 708

2.7.1 Endettement financier, liquidité et actionariat

L'endettement net total du groupe s'élève à 4 471 millions d'euros au 30 juin 2013, contre 3 948 millions d'euros au 31 décembre 2012. Cette évolution s'explique principalement par le cash-flow opérationnel libre négatif et par les décaissements d'impôts (73 millions d'euros) et de frais financiers (71 millions d'euros). L'endettement financier net total du groupe se compose d'un montant de dettes financières courantes et non courantes de 5 968 millions d'euros, auquel est retiré la trésorerie et équivalents de trésorerie de 1 360 millions d'euros, et les actifs financiers courants pour un montant de 137 millions d'euros à fin juin 2013.

Au cours du 1^{er} semestre 2013, le groupe a renouvelé ses lignes de crédit bilatérales (à échéance 2015) et syndiquées (à échéance 2018) non tirées pour un montant total d'environ 2 milliards d'euros.

Au 30 juin 2013, le groupe disposait d'une trésorerie nette disponible¹ de 1 025 millions d'euros. Le groupe n'a pas

¹ Trésorerie nette disponible : Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres actifs financiers courants minorés des dettes financières courantes

d'échéance majeure de remboursement de dette avant 2016.

Au cours du semestre, la liquidité du titre AREVA a été renforcée par la mise en œuvre d'un contrat de liquidité avec Natixis.

La structure de l'actionnariat a évolué avec la réalisation, couronnée par un succès important, d'une opération d'actionnariat salarié à partir d'actions auto-détenues, à l'issue de laquelle plus de 14 600 salariés français, allemands et américains du Groupe (soit 36 % de l'effectif éligible, 39 % en France) sont devenus actionnaires ou détenteurs de parts du FCPE Actions Salariés AREVA, avec un niveau moyen d'investissement de plus de 2 200 euros par salarié, générant ainsi une entrée de trésorerie de 45 millions d'euros pour le Groupe. Au 30 juin 2013, les salariés détiennent environ 1,2 % du capital d'AREVA.

2.7.2 Capitaux propres

Les capitaux propres sont stables sur la période, passant de 5 556 millions d'euros au 31 décembre 2012 à 5 530 millions d'euros au 30 juin 2013.

2.7.3 Besoin en fonds de roulement opérationnel

Le besoin en fonds de roulement opérationnel du groupe s'établit au 30 juin 2013 à - 574 millions d'euros contre - 601 millions d'euros au 31 décembre 2012. Par rapport au 30 juin 2012, il diminue de 629 millions d'euros (69 millions d'euros), bénéficiant des actions d'optimisation menées dans tous les business groups.

2.7.4 Actifs et provisions pour opérations de fin de cycle

L'évolution de la situation bilancielle entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013 concernant les actifs et passifs pour opérations de fin de cycle se résume au tableau suivant :

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 déc. 2012
ACTIF		
Actifs de fin de cycle	429	431
<i>Dont quote-part AREVA (restant à amortir) ⁽¹⁾</i>	222	214
<i>Dont quote-part des tiers ⁽²⁾</i>	209	217
Actifs financiers de couverture ⁽³⁾	5 774	5 695
PASSIF		
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 376	6 331
<i>Dont provisions à financer par AREVA</i>	6 167	6 114
<i>Dont provisions à financer par les tiers</i>	209	217

(1) Montant restant à amortir sur la quote-part de la provision globale devant être financée par AREVA, inclus dans le montant d'immobilisations corporelles du bilan

(2) Montant de la provision devant être financée par les tiers.

(3) Portefeuille financier dédié et créances devant financer la quote-part de la provision revenant à AREVA.

Les provisions pour opérations de fin de cycle au 30 juin 2013 s'élèvent à 6 376 millions d'euros, contre 6 331 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Les actifs de couverture relatifs à ces opérations de fin de cycle s'élèvent pour leur part à 6 203 millions d'euros au 30 juin 2013, dont 209 millions d'euros d'actifs de fin de cycle « part des tiers », 222 millions d'euros d'actifs de fin de cycle « part AREVA » restant à amortir, et 5 774 millions d'euros d'actifs financiers dédiés par AREVA à ces opérations (incluant les créances).

Au 30 juin 2013, sur le périmètre soumis à la Loi du 28 juin 2006, le ratio de couverture atteint 98,4 %.

La nature des engagements et la détermination de la provision sont présentées dans la note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.7.5 Autres provisions et avantages au personnel

Le montant des autres provisions et avantages au personnel s'établit à 4 690 millions d'euros, stable par rapport au 31 décembre 2012.

Le détail des autres provisions est fourni dans les notes 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.8 Revue des Business Groups

2.8.1 BG Mines

(données contributives, en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012 ¹	Variation 2013/2012
Carnet de commandes	11 377	10 472	+ 8,6 %
Chiffre d'affaires	813	646	+ 25,9 %
Excédent Brut d'Exploitation	315	315	+ 0 M€
% du chiffre d'affaires	38,7 %	48,8 %	- 10,0 pts
Excédent Brut d'Exploitation retraité ²	315	223	+ 92 M€
% du chiffre d'affaires	38,7 %	34,5 %	+ 4,2 pts
Résultat opérationnel	253	97	+ 156 M€
% du chiffre d'affaires	31,1 %	15,0 %	+ 16,1 pts
Résultat opérationnel retraité ²	253	5	+ 248 M€
% du chiffre d'affaires	31,1 %	0,8 %	+ 30,4 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	233	150	+ 83 M€

Le carnet de commandes du BG Mines s'élève à 11 377 millions d'euros au 30 juin 2013. Au 1^{er} semestre 2013, le groupe a signé plusieurs contrats de fourniture d'uranium naturel de long terme avec des électriciens américains et asiatiques.

Le chiffre d'affaires du BG Mines s'élève à 813 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, en hausse de 25,9 % par rapport au 1^{er} semestre 2012 (43,7 % à données comparables). L'effet de change a eu un impact négatif de 5 millions d'euros. L'effet de périmètre négatif de 75 millions d'euros provient de la déconsolidation des activités de *La Mancha Resources Inc.* cédées en août 2012. La forte croissance organique s'explique par la hausse conjuguée du prix de vente moyen de l'uranium ressortant des contrats et des volumes vendus sur le semestre.

Dans le BG Mines, l'EBE retraité ² s'élève à 315 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre 223 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012. Il bénéficie de la hausse conjuguée du prix de vente moyen de l'uranium ressortant des contrats et des volumes vendus, qui permet de largement compenser l'effet de périmètre négatif lié à la déconsolidation de *La Mancha Resources Inc.* sur le semestre.

Le résultat opérationnel retraité du BG Mines s'élève à 253 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, contre 5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 où il comprenait des pertes de valeur des actifs miniers pour un montant total de 164 millions d'euros. Cette progression s'explique essentiellement par la hausse conjuguée du prix de vente moyen de l'uranium ressortant des contrats et des volumes vendus.

La variation du BFR opérationnel du BG Mines est positive de 127 millions d'euros (contre une contribution positive de 152 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012) en raison principalement de la diminution des stocks sur la période.

¹ Les chiffres 2012 ont été retraités afin d'incorporer l'activité Ingénierie et Projet au sein de la ligne « Corporate et Autres ».

² Retraité des impacts du plan de cession (plus-value de 92 millions d'euros) au 1^{er} semestre 2012

Les investissements opérationnels nets du BG Mines s'élevaient à 212 millions d'euros contre 227 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 (soit 342 millions d'euros retraités des effets cessions en 2012). Ils concernent principalement le développement des sites miniers de Cigar Lake (Canada) et d'Imouraren (Niger).

2.8.2 BG Amont

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012¹	Variation 2013/2012
Carnet de commandes	17 755	18 712	- 5,1 %
Chiffre d'affaires	954	908	+ 5,1 %
Excédent Brut d'Exploitation	108	169	- 62 M€
% du chiffre d'affaires	11,3 %	18,7 %	- 7,4 pts
Résultat opérationnel	66	186	- 120 M€
% du chiffre d'affaires	6,9 %	20,4 %	- 13,6 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(124)	(305)	+ 181 M€

Le carnet de commandes du BG Amont s'établit à 17 755 millions d'euros au 30 juin 2013. Au 1^{er} semestre 2013, le groupe a signé plusieurs contrats significatifs, parmi lesquels :

- un contrat pour la fourniture d'uranium enrichi (offre intégrée) avec un électricien asiatique ;
- plusieurs contrats dans l'activité Enrichissement avec des électriciens américains et français ;
- des contrats de fourniture d'assemblages combustibles avec des électriciens allemands, néerlandais et suisse.

Le chiffre d'affaires du BG Amont s'établit à 954 millions d'euros, soit une hausse de 5,1 % sur un an (7,3 % à données comparables). L'effet de périmètre négatif de 17 millions d'euros provient du transfert d'activités depuis l'activité Combustible vers le BG Réacteurs et Services

- L'activité Chimie-Enrichissement bénéficie d'une hausse des volumes sur le semestre grâce à la reprise des services d'enrichissement à destination de la France, compensant ainsi largement le recul des volumes de conversion ;
- Dans la Business Unit (BU) Combustible, le chiffre d'affaires progresse en raison d'un mix produits plus favorable qu'au 1^{er} semestre 2012.

Dans le BG Amont, l'EBE s'élève à 108 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, contre 169 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 où il bénéficiait d'une plus-value de cession d'actifs corporels pour un montant de 77 millions d'euros. Cette performance s'explique notamment par :

- un niveau d'activité soutenu dans l'Enrichissement et le Combustible ;
- l'effet positif des plans d'optimisation et de rationalisation des installations industrielles ainsi que des gains de performance opérationnelle réalisés ;
- malgré les décaissements de coûts relatifs aux opérations effectuées en préalable à l'arrêt d'exploitation d'installations industrielles, qui ont été provisionnés au cours des exercices précédents.

Le résultat opérationnel du BG Amont s'élève à 66 millions d'euros, contre 186 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 en baisse de 120 millions d'euros. Il avait bénéficié au 1^{er} semestre 2012 d'une plus-value de cession d'actifs

¹ Les chiffres 2012 ont été retraités afin d'incorporer l'activité Ingénierie et Projet au sein de la ligne « Corporate et Autres ».

corporels pour un montant de 77 millions d'euros ainsi que de l'effet ponctuel d'une évolution favorable des provisions relatives aux avantages aux personnels constituées en application de la norme IAS19 révisée. Il bénéficie de :

- la montée en puissance de l'usine Georges Besse II et l'optimisation des coûts liés à la transition entre Eurodif et Georges Besse II dans l'Enrichissement ;
- l'effet positif des plans d'amélioration de la performance dans l'ensemble des activités du Business Group.

La variation du BFR opérationnel du BG Amont est positive de 9 millions d'euros (contre 11 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012) notamment grâce à la diminution des stocks sur la période.

Les investissements opérationnels nets du BG Amont s'établissent à 240 millions d'euros, en baisse par rapport au 1^{er} semestre 2012 (407 millions d'euros), marquant ainsi l'inflexion des dépenses d'investissements liées à l'avancement des programmes de construction des usines dans la conversion et l'enrichissement, dont l'usine Georges Besse II qui a atteint plus de 50 % de la capacité opérationnelle.

2.8.3 BG Réacteurs et Services

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012 ¹	Variation 2013/2012
Carnet de commandes	7 839	8 295	- 5,5 %
Chiffre d'affaires	1 714	1 631	+ 5,1 %
Excédent Brut d'Exploitation	(110)	154	- 265 M€
% du chiffre d'affaires	(6,4) %	9,5 %	- 15,9 pts
Résultat opérationnel	(113)	(198)	+ 85 M€
% du chiffre d'affaires	(6,6) %	(12,1) %	+ 5,5 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(206)	(265)	+ 59 M€

Le carnet de commandes du BG Réacteurs et Services s'établit à 7 839 millions d'euros au 30 juin 2013. Au 1^{er} semestre 2013, l'activité commerciale a notamment été marquée par :

- des contrats dans le cadre du programme « Safety Alliance » pour lequel les commandes enregistrées s'élèvent au total à près de 300 millions d'euros depuis le lancement du programme;
- des contrats de fourniture de systèmes de mesure de niveau d'eau dans les piscines de combustible usé pour différents électriciens américains.

Le chiffre d'affaires du BG Réacteurs et Services s'établit à 1 714 millions d'euros, en progression de 5,1 % (5,8 % à données comparables).

- Le chiffre d'affaires des BU Base Installée et Equipements est tiré par un niveau d'activité soutenu en France avec EDF ;
- L'activité Nouvelles Constructions progresse conformément à l'avancement des projets EPRTM ;

Dans le BG Réacteurs et Services, l'EBE est de - 110 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, en recul par rapport au 1^{er} semestre 2012 (154 millions d'euros) au cours duquel la contribution de 300 millions d'euros de l'indemnité d'assurance reçue au titre du projet finlandais OL3 avait été enregistrée. Les moindres niveaux de dépenses sur

¹ Les chiffres 2012 ont été retraités afin d'incorporer l'activité Ingénierie et Projet au sein de la ligne « Corporate et Autres ».

l'un des projets EPR™ au 1^{er} semestre 2013 par rapport à la même période de 2012 compensent en partie cet effet.

Le BG Réacteurs et Services affiche un résultat opérationnel de - 113 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, contre - 198 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012. Cette hausse de 85 millions d'euros s'explique principalement par un moindre niveau de dotations aux provisions pour pertes à terminaison par rapport à la même période l'année dernière (150 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre 300 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012). Au 30 juin 2013, une provision de 150 millions d'euros a été dotée en augmentation de la perte à terminaison du projet de réacteur EPR™ Olkiluoto 3 (Finlande), sur la base des coûts constatés et engagés à cette date, compte tenu de l'efficacité insuffisante dans la réalisation des travaux de construction résiduels (notamment les travaux de finition). Ce sujet fait d'ores et déjà l'objet de plans d'actions avec TVO et les fournisseurs concernés afin d'améliorer la performance. En l'absence d'un planning élaboré conjointement avec le client, il n'a pas été procédé à une ré-estimation détaillée des conditions d'exécution et des coûts des phases ultérieures du projet. En tout état de cause, la situation sera réévaluée à la clôture de l'exercice à la lumière du résultat des travaux en cours sur la révision du planning général.

La variation du BFR opérationnel du BG Réacteurs et Services est négative de - 24 millions d'euros (contre - 346 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012). La variation de BFR opérationnel du 1^{er} semestre 2012 comprenait la reconnaissance d'une créance de 300 millions d'euros relative à l'indemnité d'assurance OL3 encaissée au cours du 2nd semestre 2012.

Le BG Réacteurs et Services affiche un montant total d'investissements opérationnels nets de 73 millions d'euros, stable par rapport au 1^{er} semestre 2012 (74 millions d'euros). Ces investissements comprennent principalement des développements pour la gamme de réacteurs du groupe et des investissements industriels dans l'activité Equipements (nouvelle presse et manipulateur sur le site du Creusot Forge notamment).

2.8.4 BG Aval

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012 ¹	Variation 2013/2012
Carnet de commandes	5 732	6 167	- 7,0 %
Chiffre d'affaires	975	799	+ 22,1 %
Excédent Brut d'Exploitation	305	268	+ 38 M€
% du chiffre d'affaires	31,3 %	33,5 %	- 2,2 pts
Résultat opérationnel	228	443	- 215 M€
% du chiffre d'affaires	23,4 %	55,5 %	- 32,1 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	282	242	+ 40 M€

Le carnet de commandes du BG Aval s'établit à 5 732 millions d'euros au 30 juin 2013. Parmi les contrats significatifs remportés au cours du 1^{er} semestre, on note :

- deux contrats de fourniture d'emballages et de prestations de services avec des clients américains ;
- un contrat pour la livraison de dix emballages d'entreposage à sec pour le client belge Synatom ;

¹ Les chiffres 2012 ont été retraités afin d'incorporer l'activité Ingénierie et Projet au sein de la ligne « Corporate et Autres ».

- une commande de fabrication d'assemblages MOX destinée aux réacteurs allemands.

Les négociations entre EDF et AREVA concernant les conditions économiques du contrat de traitement recyclage pluriannuel 2013-2017 se sont poursuivies au cours du 1^{er} semestre.

Le chiffre d'affaires du BG Aval ressort à 975 millions d'euros, en progression de 22,1 % (21,7 % à données comparables).

- Le chiffre d'affaires de la BU Recyclage est en forte hausse sur la période. Il bénéficie d'une forte activité dans le cadre de contrats pour des clients étrangers, conclus en vue de campagnes de fabrication de combustible MOX. A l'inverse, il est pénalisé par les retards de production constatés sur le semestre ;
- Le chiffre d'affaires de la BU Logistique est tiré par une forte activité de fabrication d'emballages en Europe et de fourniture de solutions d'entreposage à sec aux Etats-Unis.

Dans le BG Aval, l'EBE s'établit à 305 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre 268 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012. Cette progression est en ligne avec celle du niveau d'activité sur la période, nonobstant les retards de production constatés dans l'activité Recyclage.

Le BG Aval enregistre un résultat opérationnel de 228 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, contre 443 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012. Il avait bénéficié au 1^{er} semestre 2012 de l'effet ponctuel d'une évolution favorable des provisions relatives aux avantages aux personnels constituées en application de la norme IAS19 révisée. Hors cet effet, il bénéficie de la hausse du niveau d'activité sur la période, nonobstant les retards de production constatés dans l'activité Recyclage.

La variation du BFR opérationnel du BG Aval est positive de 19 millions d'euros (contre 30 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012) en partie grâce à la réception d'acomptes exceptionnels de clients étrangers.

Les investissements opérationnels nets du BG Aval s'établissent à 42 millions d'euros, en baisse par rapport au 1^{er} semestre 2012 (55 millions d'euros). Ces investissements concernent les installations françaises de La Hague et Melox dans l'activité Recyclage ainsi que le développement de projets internationaux.

2.8.5 BG Energies renouvelables

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012¹	Variation 2013/2012
Carnet de commandes	689	1 428	- 51,8 %
Chiffre d'affaires	214	253	- 15,3 %
Excédent Brut d'Exploitation	(55)	(25)	- 30 M€
% du chiffre d'affaires	(25,6) %	(10,1) %	- 15,5 pts
Résultat opérationnel	(64)	(33)	- 31 M€
% du chiffre d'affaires	(29,7) %	(13,1) %	+ 16,6 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(193)	4	- 197 M€

Le carnet de commandes du BG Energies Renouvelables s'établit à 689 millions d'euros au 30 juin 2013. Au cours du semestre, on note deux contrats pour la fourniture de centrales biomasse, l'un en Thaïlande et l'autre pour le client Neoen en France.

¹ Les chiffres 2012 ont été retraités afin d'incorporer l'activité Ingénierie et Projet au sein de la ligne « Corporate et Autres ».

L'activité commerciale est par ailleurs soutenue, notamment dans l'éolien offshore avec de nombreux succès, AREVA ayant été retenu pour entrer en négociation préférentielle dans le cadre de projets majeurs en France et au Royaume-Uni.

Le chiffre d'affaires du BG Energies Renouvelables ressort à 214 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, en repli de 15,3 % (- 13,5 % à données comparables) par rapport au 1^{er} semestre 2012. L'effet de change a eu un impact négatif de 5 millions d'euros. L'évolution du chiffre d'affaires résulte des effets contraires suivants :

- un décalage dans les plannings d'installation dans l'Eolien Offshore et une baisse de l'activité dans les Bioénergies au Brésil ;
- une progression du chiffre d'affaires de la BU Solaire, avec l'exécution du projet Reliance en Inde.

Dans le BG Energies Renouvelables, l'EBE s'élève à - 55 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, contre - 25 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012. Cette évolution s'explique notamment par un niveau d'activité plus faible dans les activités matures (Eolien Offshore et Bioénergies) et par les décaissements effectués sur les projets solaires.

Le résultat opérationnel du BG Energies Renouvelables s'établit à - 64 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, en baisse par rapport au 1^{er} semestre 2012 (- 33 millions d'euros) du fait du niveau d'activité plus faible dans les activités Eolien Offshore et Bioénergies.

La variation du BFR opérationnel du BG Energies Renouvelables est négative, de - 99 millions d'euros (contre une contribution positive de 61 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012) en raison de l'absence de préfinancements significatifs de la part de clients au 1^{er} semestre 2013.

Les investissements opérationnels nets du BG Energies Renouvelables s'élèvent à 43 millions d'euros, en hausse par rapport au 1^{er} semestre 2012 (32 millions d'euros). Ces investissements portent notamment sur le développement de l'Eolien Offshore et du Solaire.

2.8.6 Corporate et Autres

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012 ¹	Variation 2013/2012
Chiffre d'affaires	92	92	<i>n.s.</i>
Excédent Brut d'Exploitation	(90)	(64)	<i>n.s.</i>
Résultat opérationnel	(126)	(54)	<i>n.s.</i>
Cash-flow opérationnel avant IS	(306)	(302)	<i>n.s.</i>

¹ Les chiffres 2012 ont été retraités afin d'incorporer l'activité Ingénierie et Projet au sein de la ligne « Corporate et Autres ».

2.9 Événements postérieurs à la cloture

Les principaux faits marquants postérieurs à la clôture du 30 juin 2013 sont :

- Le 8 juillet 2013, le réacteur ATMEA1, développé conjointement par AREVA et Mitsubishi Heavy Industries (MHI), a franchi la première étape du processus de pré-certification mené par la Commission de Sûreté Nucléaire Canadienne (CSNC) : celle-ci a validé les objectifs et options globales de sûreté du réacteur en les confrontant à ses exigences réglementaires pour la construction de nouvelles centrales nucléaires. Les deuxième et troisième étapes consisteront à analyser en profondeur le design du réacteur pour préparer dans les meilleures conditions le processus de certification.
- Le 11 juillet 2013, AREVA et EDF ont signé un accord de coopération avec le National Institute of Technology (NIT) de Bahrah afin de contribuer au développement des compétences techniques nucléaires en Arabie Saoudite.
- Le 11 juillet 2013, GDF Suez a annoncé avoir retenu AREVA comme fournisseur exclusif pour répondre au deuxième appel d'offre éolien en mer du gouvernement français.
- Le 16 juillet 2013, la construction du réacteur EPR™ de Flamanville (FA3) a franchi une étape majeure avec la pose du dôme du bâtiment réacteur. L'opération a été coordonnée par le maître d'ouvrage EDF et réalisée par Bouygues Construction en charge de l'ensemble du génie civil.

2.10 Perspectives

Les résultats encourageants du 1^{er} semestre 2013 permettent au Groupe de confirmer les perspectives financières suivantes pour l'exercice 2013 :

- une croissance organique du chiffre d'affaires des activités nucléaires de 3 à 6 %,
- un excédent brut d'exploitation, retraité des impacts du programme de cession, supérieur à 1,1 milliard d'euros ;
- un cash-flow opérationnel libre avant impôts à l'équilibre ;

et ce, malgré un niveau d'activité moindre attendu sur les énergies renouvelables qui devraient générer un chiffre d'affaires de l'ordre de 450 millions d'euros sur l'année 2013 (contre de l'ordre de 600 millions d'euros précédemment).

Il est rappelé que l'objectif de cessions d'actifs pour un montant total de produits de cession d'au moins 1,2 milliard d'euros sur 2012-2013 a été atteint fin août 2012.

3 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

ERNST & YOUNG AUDIT

1 place des Saisons – TSA 14444
92037 Paris La Défense Cedex

MAZARS

61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

AREVA

Société Anonyme
Tour AREVA
1 place Jean Millier
92400 Courbevoie

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AREVA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés :

- La note 6 qui décrit la sensibilité de la valeur recouvrable des frais d'études immobilisés préparatoires à la construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium aux Etats Unis et de l'usine en cours de construction Comurhex II aux évolutions du taux d'actualisation et aux hypothèses retenues en matière de prix de vente ;
- La note 7 complétée des notes 1.13 et 1.18 incluses dans les annexes aux comptes consolidés annuels au 31 décembre 2012 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale en date du 7 mai 2013, qui exposent les modalités d'évaluation des actifs et passifs de fin de cycle et la sensibilité de ces derniers aux hypothèses retenues en termes de devis, d'échéanciers de décaissements et de taux d'actualisation ;
- la note 12, complétée des notes 1.1 et 1.8 incluses dans les annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2012 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale en date du 7 mai 2013, qui expose :
 - les conditions de réalisation du contrat OL3 et la sensibilité du résultat à terminaison aux risques contractuels et aux modalités opérationnelles de fin de construction, à la validation du contrôle commande et à la réalisation des essais selon un planning général révisé attendu pour la fin de l'année 2013, et ce jusqu'à la mise en production du réacteur ;
 - les difficultés dans l'exécution de contrats d'étude et de réalisation d'éléments d'un réacteur prototype expérimental et la sensibilité du résultat à terminaison à l'issue des discussions avec le client relatives aux contraintes techniques et à l'obtention d'une compensation financière.
- La note 17 qui expose les litiges et passifs éventuels des enquêtes et contrats en cours, en particulier, les défauts constatés sur des composants utilisés dans la construction de turbines éoliennes.

II. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La-Défense,

le 24 juillet 2013

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG AUDIT

MAZARS

Jean BOUQUOT

Aymeric de LA
MORANDIERE

Juliette DECOUX

Jean-Louis SIMON

4 Comptes consolidés semestriels résumés 30 juin 2013

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes en annexe	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012	Exercice 2012
Chiffre d'affaires		4 762	4 329	9 342
Autres produits de l'activité		18	37	63
Coût des produits et services vendus		(3 981)	(3 719)	(8 463)
Marge brute		799	647	942
Frais de recherche et développement		(136)	(135)	(317)
Frais commerciaux		(122)	(118)	(238)
Frais généraux et administratifs		(194)	(202)	(418)
Autres charges opérationnelles	3	(157)	(238)	(532)
Autres produits opérationnels	3	55	487	682
Résultat opérationnel		245	441	118
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		20	22	51
Coût de l'endettement financier brut		(120)	(117)	(236)
Coût de l'endettement financier net		(100)	(95)	(185)
Autres charges financières		(234)	(267)	(537)
Autres produits financiers		241	172	398
Autres charges et produits financiers		7	(95)	(139)
Résultat financier	4	(93)	(191)	(324)
Impôts sur les résultats	5	(100)	(149)	120
Résultat net d'ensemble des entreprises intégrées		52	101	(85)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	8	1	5	11
Résultat net d'impôt des activités poursuivies		53	106	(74)
Résultat net d'impôt des activités cédées ou en cours de cession		-	-	-
Résultat net		53	106	(74)
Dont attribuable :				
Au Groupe :				
Résultat net des activités poursuivies		0	80	(99)
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession		-	-	-
Résultat net part du groupe		0	80	(99)
Aux intérêts minoritaires :				
Résultat net des activités poursuivies		52	26	24
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession		-	-	-
Résultat net part des minoritaires		52	26	24
Nombre d'actions		383 204 852	383 204 852	383 204 852
Nombre moyen d'actions		383 204 852	383 204 852	383 204 852
Nombre moyen d'actions propres		4 462 770	1 205 250	2 182 826
Nombre moyen d'actions hors actions propres		378 742 082	381 999 602	381 022 026
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe par action (en euros)		0,00	0,21	-0,26
Résultat net part du Groupe par action		0,00	0,21	-0,26
Résultat net part du Groupe par action dilué ⁽¹⁾		0,00	0,21	-0,26

(1) AREVA n'a pas mis en place d'instruments dilutifs sur son capital

Résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2013	1^{er} semestre 2012	Exercice 2012
Résultat net	53	106	(74)
Autres éléments du résultat global			
Eléments non recyclables au compte de résultat	44	(110)	(299)
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel des sociétés intégrées	68	(162)	(324)
Effet d'impôt relatif aux éléments non recyclables	(24)	52	26
Eléments recyclables au compte de résultat	(131)	150	178
Ecart de conversion des sociétés intégrées	(21)	41	(28)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(82)	152	294
Variations de valeur des couvertures de flux de trésorerie	(46)	(21)	1
Effet d'impôt relatif aux éléments recyclables	33	(21)	(68)
Quote-part des autres éléments recyclables du résultat global des entreprises associées, net d'impôt	(16)	0	(18)
Eléments recyclables relatifs aux actifs / activités destinées à être cédées, net d'impôt	0	0	(3)
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	(88)	39	(121)
Résultat global	(35)	145	(195)
- Part du Groupe	(82)	116	(217)
- Intérêts minoritaires	47	29	22

BILAN CONSOLIDE

ACTIF

(en millions d'euros)

	Notes en annexe	30 juin 2013	31 décembre 2012
Actifs non courants		22 917	22 107
Goodwills sur entreprises intégrées	6	4 085	3 998
Immobilisations incorporelles	6	3 119	2 961
Immobilisations corporelles	6	8 206	7 738
Actifs de fin de cycle (part des tiers)	7	209	217
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	7	5 774	5 695
Titres des entreprises associées	8	159	175
Autres actifs financiers non courants	9	301	294
Actifs du régime de pension		0	0
Actifs d'impôts différés		1 062	1 029
Actifs courants		8 854	9 148
Stocks et en-cours		2 550	2 608
Clients et comptes rattachés		2 506	2 130
Autres créances opérationnelles		2 095	2 079
Impôts courants – actif		86	92
Autres créances non opérationnelles		120	113
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	1 360	1 543
Autres actifs financiers courants		137	358
Actifs des activités destinées à être cédées	2	-	225
Total actif		31 771	31 255

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Notes en annexe	30 juin 2013	31 décembre 2012
Capitaux propres et intérêts minoritaires		5 530	5 556
Capital	11	1 456	1 456
Primes et réserves consolidées		3 802	3 759
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel		(342)	(385)
Gains et pertes latents différés sur instruments financiers		199	286
Réserves de conversion		19	57
Capitaux propres – part du Groupe		5 134	5 174
Intérêts minoritaires		395	382
Passifs non courants		14 151	14 107
Avantages du personnel		1 975	2 026
Provisions pour opérations de fin de cycle	7	6 376	6 331
Autres provisions non courantes	12	203	163
Dettes financières non courantes	13	5 496	5 564
Passifs d'impôts différés		100	23
Passifs courants		12 091	11 593
Provisions courantes	12	2 512	2 562
Dettes financières courantes	13	472	286
Avances et acomptes reçus		4 351	4 004
Fournisseurs et comptes rattachés		1 926	1 928
Autres dettes opérationnelles		2 667	2 581
Impôts courants - passif		55	72
Autres dettes non opérationnelles		108	87
Passifs des activités destinées à être cédées	2	-	73
Total passif et capitaux propres		31 771	31 255

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2013	1^{er} semestre 2012	Exercice 2012
Résultat net de l'ensemble	53	106	(74)
Moins : résultat des activités cédées			
Résultat net des activités poursuivies	53	106	(74)
Perte (profit) des entreprises associées	(1)	(5)	(11)
Dotation nette aux amortissements et dépréciations des immobilisations et des titres de transaction de plus de trois mois	291	435	967
Perte de valeur des goodwill			94
Dotation nette (reprise nette) aux provisions	(155)	(151)	(147)
Effet net des désactualisations d'actifs et de provisions	177	202	432
Charge d'impôts (courants et différés)	100	149	(120)
Intérêts nets compris dans le coût de l'endettement financier	98	94	188
Perte (profit) sur cession d'actifs immobilisés et titres de transaction de plus de trois mois, variation de juste valeur	(97)	(240)	(388)
Autres éléments sans effet de trésorerie	(22)	13	(152)
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	443	602	789
Intérêts nets reçus (versés)	(46)	(31)	(184)
Impôts versés	(73)	(115)	(201)
Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts	324	455	404
Variation du besoin en fonds de roulement	(157)	(264)	309
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE	166	192	713
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(623)	(919)	(2 103)
Acquisitions d'actifs financiers non courants et prêts accordés	(955)	(1204)	(3 425)
Acquisitions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	1	0	(5)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1	120	128
Cessions d'actifs financiers non courants et remboursements de prêts	924	1205	3 510
Cessions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie cédée	0	598	754
Dividendes reçus des entreprises associées (mises en équivalence)	1	0	2
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(651)	(200)	(1 139)
Augmentations de capital de la société mère et augmentations de capital souscrites par les actionnaires minoritaires des sociétés intégrées		5	4
Ventes/(Rachats) d'actions propres	43		(46)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	(33)	(108)	(112)
Augmentation (diminution) des dettes financières	61	300	(15)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	71	196	(167)
Diminution (augmentation) des titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat	181	(276)	(179)
Impact des variations de taux de change	(2)	3	(12)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR LES ACTIVITES CEDEES OU EN COURS DE CESSION		(91)	
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(234)	(177)	(784)
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	1 489	2 273	2 273
Trésorerie à la clôture	1 360	2 157	1 543
Moins : concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs	(104)	(61)	(60)
Trésorerie nette des activités cédées ou en cours de cession			5
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	1 256	2 096	1 489

La « Trésorerie nette » prise en compte pour l'établissement du Tableau des Flux de Trésorerie se compose :

- de la « Trésorerie et équivalents de trésorerie », (cf. note 10) qui inclut :
 - les disponibilités et comptes courants financiers, et
 - les titres détenus aux fins de transaction sans risque à moins de trois mois à l'origine et les SICAV monétaires ;
- sous déduction des concours bancaires et des comptes courants financiers créditeurs, compris dans les dettes financières courantes (cf. note 13).

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes et Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	Réserves de conversion	Gains et pertes latents différés sur instruments financiers	Total capitaux propres part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres et intérêts minoritaires
1^{er} janvier 2012	381 999 602	1 456	3 916	(99)	104	71	5 449	514	5 963
Résultat net du 1 ^{er} semestre 2012			80				80	26	106
Autres éléments du résultat global				(105)	34	107	36	4	39
Résultat global			80	(105)	34	107	116	29	145
Dividendes distribués (**)								(108)	(108)
Rachat d'actions propres									
Augmentation de capital									
Autres transactions avec les actionnaires			(13)				(13)	8	(5)
30 juin 2012	381 999 602	1 456	3 984	(204)	138	178	5 552	443	5 995
1^{er} janvier 2013	378 601 362	1 456	3 759	(385)	57	286	5 174	382	5 556
Résultat net du 1 ^{er} semestre 2013			0				0	52	52
Autres éléments du résultat global				43	(38)	(87)	(82)	(5)	(88)
Résultat global			0	43	(38)	(87)	(82)	47	(35)
Dividendes distribués (**)								(33)	(33)
Ventes/(rachats) d'actions propres	3 755 037		43				43		43
Augmentation de capital									
Autres transactions avec les actionnaires							(1)		(1)
30 juin 2013	382 356 399	1 456	3 802	(342)	19	199	5 134	395	5 530
(**) Dividende distribué par action (en Euros) :									
en 2012 au titre de 2011			néant						
en 2013 au titre de 2012			néant						

INFORMATION SECTORIELLE

PAR SECTEUR D'ACTIVITE

1^{er} semestre 2013

	en millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Autres et éliminations	Total Groupe
Résultats	Chiffre d'affaires brut	883	1 042	1 739	1 132	214	(247)	4 762
	Ventes inter - secteurs	(70)	(87)	(25)	(157)	(0)	339	0
	Chiffre d'affaires contributif	813	954	1 714	975	214	92	4 762
	EBE	315	108	(110)	305	(55)	(90)	473
	Résultat opérationnel contributif	253	66	(113)	228	(64)	(126)	245
	% du CA brut	28,7%	6,3%	(6,5)%	20,2%	(29,7)%	n.a.	5,1%

1^{er} semestre 2012

	en millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Autres et éliminations	Total Groupe
Résultats	Chiffre d'affaires brut	723	951	1 669	968	253	(236)	4 329
	Ventes inter - secteurs	(77)	(43)	(22)	(165)	0	308	0
	Chiffre d'affaires contributif	646	908	1 647	804	253	72	4 329
	EBE	316	171	153	270	(25)	(67)	817
	Résultat opérationnel contributif	98	187	(198)	444	(33)	(57)	441
	% du CA brut	13,5%	19,7%	(11,9)%	45,9%	(13,1)%	n.a.	10,2%

Exercice 2012

	en millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Autres et éliminations	Total Groupe
Résultats	Chiffre d'affaires brut	1 452	2 176	3 527	2 054	573	(441)	9 342
	Ventes inter - secteurs	(92)	(127)	(75)	(322)	(1)	617	0
	Chiffre d'affaires contributif	1 360	2 049	3 452	1 732	572	176	9 342
	EBE	643	294	98	417	(59)	(169)	1 225
	Résultat opérationnel contributif	352	145	(410)	438	(207)	(200)	118
	% du CA brut	24,2%	6,7%	(11,6)%	21,3%	(36,2)%	n.a.	1,3%

La colonne « Autres et éliminations » regroupe, au 1^{er} semestre 2013 et pour l'exercice 2012, le Corporate, les activités de Conseil et Systèmes d'Information et d'Ingénierie et les éliminations des ventes inter-secteurs. La contribution des activités d'ingénierie était répartie, au 1^{er} semestre 2012, au niveau de chaque secteur opérationnel.

La part de chiffre d'affaires que le Groupe réalise avec un client (le groupe EDF) excède 10% de son chiffre d'affaires global.

L'EBE (ou EBITDA) est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels (à l'exception des provisions pour dépréciation des éléments d'actif circulant). Il est retraité de façon à exclure le coût des opérations de fin de cycle des installations nucléaires (démantèlement, reprise et conditionnement des déchets) effectuées au cours de l'exercice.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET PAR ZONE DE LOCALISATION DES CLIENTS

1 ^{er} semestre 2013							
En millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	195	418	741	465	1	76	1 895
Europe (hors France)	85	292	345	353	141	13	1 228
Amérique	108	124	308	111	11	0	663
Asie Pacifique	387	115	302	45	62	3	914
Afrique et Moyen orient	37	5	18	1	0	1	62
Total	813	954	1 714	975	214	92	4 762

1 ^{er} semestre 2012							
En millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	188	352	584	536	9	67	1 735
Europe (hors France)	46	293	273	126	166	1	905
Amérique	144	122	367	91	44	4	773
Asie Pacifique	215	125	383	49	34	0	806
Afrique et Moyen orient	54	16	39	2	0	0	111
Total	646	908	1 647	804	253	72	4 329

Exercice 2012							
En millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	330	612	1 262	930	15	138	3 286
Europe (hors France)	93	751	613	494	401	28	2 379
Amérique	340	383	804	200	77	7	1 812
Asie Pacifique	517	285	701	104	79	3	1 690
Afrique et Moyen orient	81	18	72	3	0	0	175
Total	1 360	2 049	3 452	1 732	572	176	9 342

Tous les montants sont présentés en millions d'euros, sauf indication contraire. Certains totaux peuvent présenter des écarts d'arrondis.

NOTE 1 – NOTE SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

.1 Préparation des états financiers

Les comptes consolidés au 30 juin 2013, arrêtés par le Directoire du 22 juillet 2013, ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2012.

Les faits significatifs de la période sont décrits dans le rapport d'activité semestriel.

.2 Principes comptables

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2013 sont identiques à ceux décrits dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2012, à l'exception des points suivants résultant :

- de la première application de la norme IFRS 13 « Evaluations en juste valeur »,
- d'amendements à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », et
- de l'interprétation IFRIC 20 « Frais de découverte ».

Norme IFRS 13 « Evaluations en juste valeur »

Cette norme, dont l'application est prospective, prescrit la publication de nouvelles informations sur les éléments du bilan qui sont évalués en juste valeur. Les informations suivantes sont notamment publiées dans l'annexe des comptes des périodes intermédiaires, en application du paragraphe 34.16A de la norme IAS 34 :

- Le classement des actifs et passifs financiers du bilan par niveau (1, 2 ou 3) de la « hiérarchie de la juste valeur », et les transferts entre niveaux intervenus au cours de la période.
 - o Le niveau 1 correspond à des cotations sur des marchés organisés liquides ;
 - o Le niveau 2 correspond à des données observées autres que des cotations sur des marchés organisés liquides ;
 - o Le niveau 3 correspond à des valorisations ne reposant pas sur des données observées mais basées sur des techniques d'évaluation.
- Des informations spécifiques sur les éléments de niveau 3 :
 - o Les techniques d'évaluation utilisées ;
 - o La réconciliation entre le solde d'ouverture et le solde de clôture, montrant les impacts au compte de résultat et dans les « Autres éléments du résultat global ».

Les informations prescrites par la norme IFRS 13 dans le cadre des comptes intermédiaires sont présentés dans la note 14 « Informations complémentaires sur les instruments financiers ».

Amendements à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers »

Ces amendements concernent la présentation des « Autres éléments du résultat global ». Ils prescrivent de présenter ces éléments en deux catégories, en distinguant d'une part les éléments qui ne pourront jamais être recyclés au compte de résultat, et d'autre part les éléments qui pourront, le cas échéant, être recyclés au compte de résultat. L'effet d'impôt doit être présenté séparément pour chacune des deux catégories.

Au 31 décembre 2012 et au 30 juin 2013, les écarts actuariels comptabilisés au titre des engagements de retraite et autres avantages à long terme du personnel constituent le seul élément non recyclable au compte de résultat parmi les « Autres éléments du résultat global » du groupe AREVA.

Interprétation IFRIC 20 « Dépenses de découverte »

Cette interprétation clarifie les exigences relatives à la comptabilisation des frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert ; elle n'a pas d'incidences significatives sur la comptabilisation des opérations minières du Groupe.

Méthodes spécifiques liées à l'établissement des comptes intermédiaires

- AREVA applique la méthodologie prescrite par la norme IAS 34 pour déterminer la charge d'impôt de la période intermédiaire. Celle-ci est calculée en appliquant au résultat avant impôt de cette période le taux effectif d'impôt moyen estimé pour l'exercice. Un taux d'impôt différent est cependant retenu pour les catégories de revenus soumis à des taux d'impôt spécifiques, tels que les résultats de cessions de titres soumis au régime des plus-values à long terme.
- La charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel est calculée à partir du taux d'actualisation déterminé à la fin de l'exercice précédent et ajustée pour tenir compte des modifications de régimes, réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants. En application de cette méthode, AREVA a calculé la charge du 1^{er} semestre 2013 au titre du coût des services rendus de la période, la charge de désactualisation de la provision et le produit relatif au rendement attendu des actifs de couverture en utilisant le taux d'actualisation déterminé au 31 décembre 2012. Les modifications d'hypothèses actuarielles prises en compte pour l'évaluation des passifs sociaux au 30 juin 2013 sont comptabilisées en « Autres éléments du résultat global » pour la quasi-totalité de leur montant. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer ces engagements au 30 juin 2013 s'établit à 3,25% pour la zone Euro (taux identique au 31 décembre 2012), et à 3,90% pour la zone Dollar (contre 3,50% au 31 décembre 2012).

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE est un dispositif permettant aux entreprises françaises de bénéficier d'un crédit d'impôt restituable dont le montant est égal pour l'année 2013 à 4% des salaires versés aux employés dont la rémunération annuelle n'excède pas 2,5 fois le salaire minimal. AREVA a retenu l'option de comptabiliser le produit correspondant à ce nouveau dispositif comme une réduction des charges de personnel ; ce produit s'élève à 8 millions d'euros au 30 juin 2013.

NOTE 2 – PERIMETRE ET FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Au cours du premier semestre 2013, AREVA n'a pas réalisé d'acquisitions ou de cessions significatives.

Canberra

Le 22 octobre 2012, AREVA est entré en négociations exclusives avec le fonds d'investissement Astorg Partners pour lui céder l'activité de mesures nucléaires Canberra. Un contrat de cession portant sur les filiales Canberra a été conclu entre AREVA et Astorg Partners à cet effet le 29 mars 2013.

Au 31 décembre 2012, les actifs et les passifs de cette filiale ont été reclassés en actifs et passifs non courants destinés à être cédés conformément à la norme IFRS 5.

En juin 2013, AREVA a été informé par Astorg Partners de sa décision de ne pas finaliser la reprise de Canberra, invoquant l'absence d'un financement adéquat, et ce malgré les assurances données par Astorg Partners à AREVA dans le contrat signé le 29 mars 2013. Dans l'immédiat, Canberra conserve toute sa place au sein du groupe AREVA. La priorité pour Canberra reste de poursuivre la réalisation des objectifs de développement qui ont été fixés pour cette activité dans le cadre du plan « Action 2016 », dans le contexte d'un marché porteur pour ses produits et services. Cette situation ne remet pas en cause l'objectif de cessions du plan « Action 2016 » (1,2 milliard d'euros sur la période 2012-2013), qui avait été atteint dès août 2012 avec la cession de *La Mancha Resources Inc.*

En conséquence, la norme IFRS 5 ne s'applique plus aux actifs et aux passifs de ces filiales au 30 juin 2013.

NOTE 3 – AUTRES CHARGES ET AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS

Autres charges opérationnelles

(en millions d'euros)

	1^{er} semestre 2013	1^{er} semestre 2012	Exercice 2012
Coûts de restructuration et plans de cessation anticipée d'activité	(2)	(4)	(24)
Perte de valeurs des goodwill		-	(94)
Perte de valeurs sur autres actifs		(165)	(319)
Résultat sur cession d'actifs non financiers	(6)		
Autres charges opérationnelles	(149)	(69)	(95)
Total autres charges opérationnelles	(157)	(238)	(532)

Au premier semestre 2013, les « autres charges opérationnelles » sont principalement constituées de provisions pour pénalités ou pour charges liées à la rupture anticipée de contrats d'approvisionnement long terme et à la rationalisation des sites immobiliers du Groupe.

Au premier semestre 2012, les pertes de valeurs sur autres actifs sont principalement constituées des dépréciations complémentaires des projets miniers Bakouma et Ryst Kuil qui traduisent la diminution de leur valeur nette de réalisation afin de tenir compte de l'évolution de leur environnement et de leurs caractéristiques spécifiques

Les pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles comprennent, pour l'exercice 2012 :

- dans le secteur Mines : un montant total de 165 millions d'euros, au titre des projets miniers Bakouma et Ryst Kuil qui traduisent la diminution de leur valeur nette de réalisation afin de tenir compte de l'évolution de leur environnement et de leurs caractéristiques spécifiques,
- dans le secteur Amont : un montant total de 143 millions d'euros au titre
 - des actifs incorporels correspondant aux études préparatoires à la construction de l'usine d'enrichissement de l'uranium aux Etats-Unis (EREF), compte tenu du calendrier envisagé de démarrage des travaux de construction, et
 - des actifs corporels de la coentreprise ETC, dont les perspectives industrielles sont affectées par les reports de plusieurs projets d'extension ou de construction d'usines d'enrichissement.
- Dans le secteur Energies renouvelables : une perte de valeur de 94 millions d'euros du Goodwill affecté à l'UGT Solaire, cette dernière ayant révisé sa stratégie et initié un plan de restructuration à la suite des difficultés rencontrées dans l'exécution de certains contrats

Autres produits opérationnels

(en millions d'euros)

	1^{er} semestre 2013	1^{er} semestre 2012	Exercice 2012
Résultats sur cessions d'actifs non financiers		167	290
Autres produits opérationnels	55	319	392
Total autres produits opérationnels	55	487	682

Au premier semestre 2012, les « résultats sur cessions d'actifs non financiers » incluent notamment la plus-value de cession du projet minier Millenium au Canada ainsi que des plus-values de cession d'actifs corporels dans le cadre de l'arrêt de production de l'usine d'enrichissement Georges Besse. Sur l'exercice 2012, ils incluent également la plus-value de cession de l'activité Or (*La Mancha Resources Inc.*).

Au premier semestre 2013, les « autres produits opérationnels » comprennent principalement l'impact de la modification d'options de couvertures liées à des contrats d'exploitation. Au premier semestre 2012, ils comprennent principalement l'impact de la mise en place d'un nouveau régime d'anticipation de fin de carrière modifiant les dispositions d'un régime de préretraite d'une filiale du Groupe.

NOTE 4 – RESULTAT FINANCIER

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2013	1^{er} semestre 2012	Exercice 2012
Coût de l'endettement financier net	(100)	(95)	(185)
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	20	22	51
Coût de l'endettement financier brut	(120)	(117)	(236)
Autres charges et produits financiers	7	(95)	(139)
<i>Part liée aux opérations de fin de cycle</i>	105	8	36
Résultat sur cessions de titres dédiés	103	44	198
Dividendes reçus	106	89	118
Rémunération des créances et produits de désactualisation des actifs de couverture	23	23	45
Dépréciation des titres	-	-	
Effet des révisions d'échéanciers	0	1	(25)
Charges de désactualisation sur opérations fin de cycle	(127)	(149)	(300)
<i>Part non liée aux opérations de fin de cycle</i>	(98)	(103)	(174)
Résultat de change	1	0	1
Résultat sur cessions de titres et variation de valeur des titres de transaction	1	3	(1)
Résultat sur cession de titres d'entreprises associées	-	26	26
Dividendes reçus	0	1	5
Dépréciation d'actifs financiers	(7)	(10)	(11)
Intérêts sur avances contrats	(29)	(32)	(58)
Autres charges financières	(39)	(62)	(89)
Autres produits financiers	7	13	33
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(33)	(42)	(80)
Résultat financier	(93)	(191)	(324)

Au 30 Juin 2013, le résultat sur cession de titres compris dans la part liée aux opérations de fin de cycle n'inclut aucune reprise au titre de la dépréciation durable affectée aux titres cédés, contre 7 M€ au 30 juin 2012 et 93 M€ au 31 décembre 2012.

Le Groupe AREVA a comptabilisé au 30 juin 2013 des dépréciations durables sur des titres disponibles à la vente pour (6) M€ sur la part non liée aux opérations de fin de cycle.

Au 30 juin 2012 et pour l'exercice 2012, le résultat sur cessions de titres des entreprises associées est principalement constitué de la plus value sur la cession des titres Sofradir.

NOTE 5 – IMPOTS

La charge d'impôt atteint (100) millions d'euros au premier semestre 2013.

La charge d'impôt du premier semestre 2013 a été calculée en appliquant sur le résultat avant impôt hors cession de titres de la période le taux effectif d'impôt prévisionnel pour l'exercice. Ce dernier s'établit à 66 %, incluant la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) nette de la déduction au taux de droit commun pour un montant de (35) millions d'euros. Hors CVAE, le taux effectif d'impôt estimé pour l'exercice est de 56 %.

La variation des impôts différés, directement comptabilisés en capitaux propres et résultant des variations de juste valeur des instruments financiers et d'écarts actuariels sur avantages du personnel comptabilisés en capitaux propres s'élève à 10 millions d'euros au premier semestre 2013.

NOTE 6 – GOODWILLS ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

La colonne « actifs destinés à être cédés » correspond à la réintégration des éléments d'actifs de l'activité de mesures nucléaires Canberra (cf. note 2).

GOODWILLS

L'évolution des goodwill est la suivante au 30 juin 2013 :

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	Acquisitions	Cessions	Actifs destinés à être cédés	Ecarts de conversion et autres	Pertes de valeur	30 juin 2013
Nucléaire	3 814	0	0	84	6	0	3 904
Energies renouvelables	185	0	0	0	(2)	(1)	182
TOTAL	3 998	0	0	84	4	(1)	4 085

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en millions d'euros)	Valeurs nettes au 31 décembre 2012	Acquisitions	Dotations nettes aux amortissements/ Pertes de valeur*	Ecarts de conversion	Actifs destinés à être cédés	Autres variations	Valeurs nettes au 30 Juin 2013
Frais de recherches minières	1 181	121	(23)	(33)	0	30	1 276
Frais de R&D	794	46	(27)	1	0	11	826
Droits miniers	0	0	0	0	0	0	0
Concessions & brevets (hors Mines)	399	1	(7)	(1)	0	4	395
Logiciels	139	0	(16)	0	3	4	131
Immobilisations incorporelles en cours	283	58	0	1	0	(28)	314
Autres	165	0	(3)	1	17	(3)	176
TOTAL	2 961	227	(75)	(31)	19	17	3 119

* Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur le premier semestre au titre des immobilisations incorporelles

Frais d'études immobilisés préparatoires à la construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium aux Etats-Unis (EREF)

La valeur nette des actifs incorporels correspondant aux études préparatoires à la construction de l'usine d'enrichissement de l'uranium aux Etats-Unis (EREF) s'élève à 98 millions d'euros au 30 juin 2013 (88 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Fin 2012, en l'absence d'un partenaire pour la réalisation du projet EREF, la date prévisionnelle de démarrage des travaux de construction de l'usine a été repoussée à horizon du plan « Action 2016 ». Par ailleurs, les anticipations de prix à long terme des Unités de Travail de Séparation (UTS) avaient diminué de 4% en 2012. Ces éléments avaient amené AREVA à constater une perte de valeur de 100 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Au 30 juin 2013, AREVA a procédé au test de perte de valeur des frais d'études immobilisés relatifs à EREF en utilisant un taux d'actualisation de 6,75% (à comparer à 7% au 31 décembre 2012), un taux de change euro / US dollar de 1,31 et des hypothèses de prix de vente des UTS prenant en compte une nouvelle baisse de l'ordre de 3% des anticipations de prix à long terme. Ce test ne conduit pas à constater de nouvelle perte de valeur. Son résultat demeure néanmoins fortement dépendant des hypothèses de calendrier de construction de l'usine, du prix de vente prévisionnel des UTS, du taux d'actualisation utilisé ainsi que du taux de change euro / US dollar, dans la mesure où le prix d'achat des cascades auprès d'ETC est exprimé en euros, ainsi que du montant de l'investissement. Une actualisation du montant de l'investissement sera effectuée au cours du second semestre 2013, notamment sur la base d'informations à recevoir d'ETC.

Les analyses de sensibilité effectuées montrent que :

- l'utilisation d'un taux d'actualisation de 7,25% au lieu de 6,75% conduirait à la constatation d'une perte de valeur totale des frais d'études immobilisés au titre d'EREF,
- la prise en compte d'un prix de vente prévisionnel des UTS inférieur de 5% à celui retenu pour réaliser le test, ou l'augmentation du montant de l'investissement de 5%, conduiraient également à la constatation d'une perte de valeur totale de ces actifs.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs nettes au		Dotations nettes aux amortissements				Valeurs nettes au
	31 décembre 2012	Acquisitions	/ Pertes de valeur*	Ecarts de conversion	Actifs destinés à être cédés	Autres variations	30 Juin 2013
Terrains	107	0	(1)	(1)	1	(1)	105
Constructions	958	4	(30)	(4)	8	11	947
Installations, matériels et outillage industriels	3 411	60	(140)	(9)	9	129	3 459
Actifs de démantèlement	214	0	(5)	0	0	13	222
Autres	460	54	(35)	(1)	2	52	533
En cours	2 588	439	0	(12)	0	(75)	2 941
TOTAL	7 738	557	(211)	(26)	20	128	8 206

* Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur le premier semestre au titre des immobilisations corporelles

Usine Comurhex II

La valeur nette des immobilisations corporelles en cours correspondant à l'usine de conversion de l'uranium Comurhex II en cours de construction s'élève à 437 millions d'euros au 30 juin 2013 (409 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Le test de dépréciation de ces actifs a été réalisé au 30 juin 2013 en utilisant un taux d'actualisation de 7% (à comparer à 7,5% au 31 décembre 2012).

Les analyses de sensibilité effectuées montrent que :

- l'utilisation d'un taux d'actualisation de 7,50% au lieu de 7% conduirait à la constatation d'une perte de valeur supplémentaire de ces actifs pour un montant de l'ordre de 50 millions d'euros ;
- la prise en compte d'un prix de vente prévisionnel des unités de conversion de l'uranium inférieur de 5% à celui retenu pour réaliser le test conduirait à la constatation d'une perte de valeur supplémentaire de l'ordre de 70 millions d'euros ;
- la prise en compte d'un coût de l'investissement total d'un montant supérieur de 5% à celui retenu pour réaliser le test ne conduirait pas à la constatation d'une perte de valeur supplémentaire ;
- enfin, une hypothèse de limitation à terme à 15.000 tonnes par an de la capacité de production de l'usine conduirait à une perte de valeur supplémentaire de l'ordre de 400 millions d'euros.

NOTE 7 – OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

Le tableau suivant récapitule les différents postes comptables concernés par le traitement des opérations de fin de cycle dans le bilan d'AREVA ainsi que leur financement :

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012	PASSIF	30 juin 2013	31 décembre 2012
Actifs de fin de cycle quote-part AREVA (1)	222	214			
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	5 983	5 912	Provisions pour opérations de fin de cycle	6 376	6 331
- actifs de fin de cycle quote-part des tiers (2)	209	217	- financées par les tiers (2)	209	217
- Actifs financiers de couverture (3)	5 774	5 695	- financées par AREVA	6 167	6 114

¹ : montant restant à amortir sur la quote-part de la provision globale devant être financée par AREVA

² : montant de la provision devant être financée par les tiers

³ : portefeuille financier dédié et créances devant financer la quote-part de la provision revenant à AREVA

ACTIFS FINANCIERS DE COUVERTURE DES OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

Ce poste comporte les éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Créances liées aux opérations de fin de cycle	697	680
Portefeuille dédié	5 077	5 015
Total	5 774	5 695

Les créances liées aux opérations de fin de cycle correspondent notamment aux créances sur le CEA résultant de la signature en Décembre 2004 d'un accord pour la prise en charge par ce dernier d'une quote-part des coûts de démantèlement d'ateliers des usines de La Hague et de Cadarache et des coûts de reprise et conditionnement des déchets de l'usine UP2 400.

La répartition du portefeuille dédié est décrite ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
En valeur de marché		
Actions cotées	1 379	1 394
FCP actions	879	876
FCP Obligataires et monétaires	2 097	2 103
FCP non cotés	63	60
Sous-Total	4 418	4 433
En coût amorti		
Obligations et FCP Obligataires détenus jusqu'à échéance	659	582
Total	5 077	5 015

PROVISIONS POUR OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Démantèlement des installations nucléaires	4 602	4 574
Reprise et conditionnement des déchets	1 775	1 757
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 377	6 331

Il n'y a pas eu de révision significative des devis au cours du premier semestre. Les taux d'actualisation et d'inflation utilisés pour actualiser les provisions pour opérations de fin de cycle au 30 juin 2013 s'élèvent respectivement à 4,75% et 1,9%, sans changement par rapport au 31 décembre 2012. Le dispositif réglementaire fixant le plafond du taux d'actualisation est actuellement en cours de révision.

Au 30 juin 2013, l'utilisation d'un taux d'actualisation inférieur de 0,10 % au taux utilisé avec un taux d'inflation identique au taux utilisé aurait eu pour effet d'augmenter le montant des provisions pour opérations de fin de cycle entrant dans le champ d'application de la loi du 28 juin 2006 d'environ 110 millions d'euros, dont la contrepartie serait une charge financière pour environ un tiers de ce montant, et une augmentation de l'actif de fin de cycle quote-part AREVA pour environ deux tiers de ce montant.

Conformément à la loi du 28 juin 2006, la Direction générale de l'énergie et du climat a confié à un groupe de travail la mission de réaliser une nouvelle évaluation du coût du stockage géologique en profondeur. Ce groupe de travail animé par la DGEC réunit des représentants de l'ANDRA, et, à titre consultatif, d'AREVA, du CEA, d'EDF et de l'ASN.

A l'issue des travaux du groupe de travail, le Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie pourra arrêter l'évaluation des coûts de stockage réversible en couche géologique profonde et la rendre publique.

Pour information, un relèvement de 1 milliard d'euros (en conditions économiques 2003) du devis du centre de stockage profond aurait un impact de 26 millions d'euros sur la provision fin de cycle du Groupe, à clé de répartition entre producteurs inchangée.

NOTE 8 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013					31 décembre 2012
	% de contrôle	Part dans le résultat des entreprises associées	Participations dans les entreprises associées hors goodwill	Goodwill	Valeur des participations dans les sociétés associées (y.c. goodwill)	Valeur des participations dans les entreprises associées (y.c. goodwill)
MNF	30,00%		44	66	110	125
Autres entreprises associées	-	1	45	4	49	49
Total		1	89	70	159	175

MNF est une société basée au Japon produisant des assemblages de combustible pour les réacteurs nucléaires japonais. L'appréciation de la valeur recouvrable de la participation de 30% que détient AREVA dans MNF fera l'objet d'une actualisation sur la base des données prospectives pluriannuelles qui seront préparées par cette société en tenant compte du calendrier potentiel de remise en service des réacteurs nucléaires japonais dans le cadre des nouvelles exigences de sûreté définies par l'autorité de sûreté nucléaire de ce pays.

La variation de la valeur de la société MNF au cours du premier semestre 2013 provient de la variation des taux de change.

NOTE 9 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Titres disponibles à la vente	152	169
Créances rattachées à des participations	20	18
Autres actifs financiers non courants	79	75
Dérivés sur opérations de financement	50	32
Total	301	294

- **Titres disponibles à la vente**

Les titres disponibles à la vente se décomposent comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Actions cotées (en valeur de marché)		
- Alcatel	4	3
- Mawson Resources	2	6
- Summit	20	27
- Japan Steel	20	24
- Autres titres cotés	2	6
Titres de participation non cotés	105	105
Total	152	169

NOTE 10 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Equivalents de trésorerie	1 100	284
Disponibilités et comptes courants financiers	260	1 259
Valeur nette	1 360	1 543

Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués par des titres de créances négociables à court terme et d'OPCVM.

NOTE 11 – CAPITAL

Depuis le 30 mai 2011, l'action AREVA est cotée sur le compartiment A du marché réglementé du NYSE Euronext à Paris, sous le code ISIN FR0011027143. Les actions ordinaires AREVA ont remplacé les certificats d'investissements (CI) suite à l'offre publique d'échange initiée par le CEA en avril 2011.

La répartition du capital d'AREVA s'établit de la manière suivante :

	30 juin 2013	31 décembre 2012
CEA	68,9%	68,9%
Etat français	14,3%	14,3%
Kuwait Investment Authority	4,8%	4,8%
CDC	3,3%	3,3%
Total	1,0%	1,0%
Actionnaires salariés	1,2%	0,2%
EDF	2,2%	2,2%
Actions propres	0,2%	1,2%
Public	4,0%	4,0%
Total	100,0%	100,0%

La valeur nominale de l'action AREVA SA s'élève à 3,80 euros.

Plan d'Actionnariat Salarié

Le Conseil de Surveillance du groupe AREVA, le 28 février 2013, puis le Directoire, le 4 mars 2013, ont approuvé et décidé la mise en œuvre d'une offre d'actions réservée aux salariés.

L'offre d'actions AREVA aux salariés a été réalisée par une cession de 3 863 000 actions propres (soit 1.0% du capital). La cession d'actions est intervenue le 20 juin 2013 au profit des salariés adhérents du Plan d'Epargne du Groupe, pour les sociétés françaises du Groupe, et au profit des adhérents du Plan International d'Actionnariat du Groupe AREVA pour les sociétés du Groupe situées hors de France. Le prix de souscription au plan d'Actionnariat Salarié 2013 a été fixé à 11,77 euros, ce prix correspond à la moyenne arithmétique des cours d'ouverture de l'action AREVA des vingt derniers jours de bourse, soit du 16 avril au 14 mai 2013 inclus. Cette cession d'actions propres a généré une entrée de trésorerie de 45 millions d'euros.

NOTE 12 – AUTRES PROVISIONS

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Réaménagement des sites miniers et démantèlement des usines de concentration d'uranium	202	162
Autres	2	1
Autres provisions non courantes	203	163
Restructurations et plans sociaux	45	55
Provisions pour assainissement courant	257	299
Provisions pour garanties données aux clients	105	103
Provisions pour pertes à terminaison	855	960
Travaux restant à effectuer	809	789
Autres	440	356
Provisions courantes	2 512	2 562
Total Autres Provisions	2 715	2 725

Provisions pour pertes à terminaison

Contrat de construction de l'EPR de Olkiluoto 3

Le projet finlandais OL3, mené par le Consortium AREVA-Siemens, est entré en phases d'essais, principalement mécaniques et électriques, et de mise au point des systèmes avec un avancement global de 85%, l'avancement de la construction physique étant de 84%. En parallèle, la fin des études et la prise en compte des modifications

techniques ont permis d'atteindre une configuration dite « de référence » qui restera en vigueur jusqu'au chargement du coeur ("Fuel loading").

Sur le site, le déploiement des activités électromécaniques et de finition se réduit. Le nombre de sous-traitants s'élève à 1 700 personnes à fin juin et devrait atteindre 1 300 personnes à fin 2013.

Les faits marquants du premier semestre 2013 en termes d'exécution sont les suivants :

- les épreuves hydrauliques de tuyauteries ont connu une très nette montée en charge, avec un taux de réalisation de plus de 50% ;
- les mécanismes de barres de contrôle sont totalement installés ;
- les composants diesels sont quasiment tous montés et leurs tuyauteries en cours d'installation ;
- les transferts entre les phases de construction et d'essais ont continué, permettant en particulier de finaliser l'ensemble de la distribution de puissance électrique pour toutes les divisions opérationnelles, en utilisant les seules armoires de contrôle-commande sur le site, (les autres armoires de contrôle-commande étant toujours bloquées à Erlangen en attente de phase d'essais complémentaires) ;
- les équipements de manutention des combustibles ont terminé leur phase d'essais dits à sec ;
- les systèmes de traitement de déchets technologiques progressent eux aussi normalement en essais ;
- enfin, les épreuves hydrauliques des boucles secondaires des générateurs de vapeur ont été réalisées avec succès en avril.

Le contrôle-commande demeure sur le chemin critique du projet. Le dossier détaillé d'architecture du contrôle-commande a été remis au client, puis transmis à l'autorité de sûreté (STUK) par celui-ci, fin avril. A ce jour, la validation de cette architecture détaillée reste conditionnée à la réponse à certaines demandes parallèles de STUK. La validation attendue de STUK est importante car elle permettra de structurer et de finaliser le reste des études contrôle-commande et de lancer la préparation des dossiers d'essais, puis l'exécution de ces derniers, avec les armoires de contrôle-commande en plateforme.

Une équipe intégrée entre le Consortium et TVO a été mise en place au cours du premier semestre pour procéder à une refonte du planning d'achèvement du projet sur ces nouvelles bases. En fonction de ces travaux et avant la fin du deuxième semestre 2013, un planning général révisant le planning en vigueur depuis fin 2011 sera réémis.

Au 30 juin 2013, une provision de 150 millions d'euros a été dotée en augmentation de la perte à terminaison du projet sur la base des coûts constatés et engagés à cette date compte tenu de l'efficacité insuffisante dans la réalisation des travaux de construction résiduels (notamment les travaux de finition). Ce sujet fait d'ores et déjà l'objet de plans d'actions avec TVO et les fournisseurs concernés afin d'améliorer la performance. En l'absence d'un planning élaboré conjointement avec le client, il n'a pas pu être procédé à une ré-estimation détaillée des conditions d'exécution et des coûts des phases ultérieures du projet, en particulier s'agissant de (i) la validation par STUK de l'architecture du contrôle-commande et (ii) la conduite des phases de réception et d'essais. Les incertitudes résiduelles liées au chiffrage du résultat à terminaison portent toujours sur les risques contractuels ainsi que sur les modalités opérationnelles de fin de construction et d'essais, et ce jusqu'à la mise en production de ce réacteur. En tout état de cause, la situation sera réévaluée à la clôture de l'exercice à la lumière du résultat des travaux en cours sur la révision du planning général.

Sur un plan contractuel et juridique, le Consortium continue à faire valoir ses droits dans le cadre de la procédure d'arbitrage engagée en 2008 et réclame une compensation de 1,9 milliard d'euros pour une extension de 22 mois sur la période contractuelle courant jusqu'à fin 2007. De plus, le Consortium prépare une demande en réparation de son préjudice pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2011. Aucun produit n'est reconnu à ce titre.

De la même manière, aucune provision n'est constituée au titre de la réclamation déposée par TVO auprès du Consortium. En effet, le Consortium et ses conseils estiment toujours que les allégations exposées dans cette réclamation restent dénuées de fondement et sans valeur au regard du droit finlandais. Dans le cadre de la procédure d'arbitrage, TVO a adressé, le 28 septembre 2012, sa réclamation ainsi que la réponse au mémoire en demande du Consortium et chiffré son préjudice actuel à 1,8 milliard d'euros environ. Le Consortium considère les réponses et la demande de TVO comme infondées et prépare sa propre réponse, qui devrait être déposée au cours du troisième trimestre 2013.

Contrat de modernisation d'une centrale nucléaire

AREVA rencontre des difficultés dans l'exécution d'un contrat d'extension de vie et d'augmentation de puissance d'une centrale nucléaire. Une provision pour perte à terminaison a été constituée à la fin des exercices 2009, 2011 et 2012 pour un montant total de 283 M€. AREVA mène depuis la fin de l'année 2012 des discussions avec son client pour faire évoluer les contraintes techniques et de calendrier du projet, notamment à la suite de modifications de périmètre significatives au contrat en vigueur imposées par le client et au titre desquelles AREVA requiert une compensation financière. Aucune provision complémentaire n'a été comptabilisée à fin juin 2013, compte tenu des termes des discussions avec le client.

Contrats d'étude et de réalisation d'un réacteur expérimental

AREVA rencontre des difficultés dans l'exécution de contrats d'étude et de réalisation d'éléments d'un réacteur prototype expérimental, résultant notamment de demandes d'évolution par le client, de certaines spécifications techniques et de la défaillance de fournisseurs. Ces contrats ont déjà fait l'objet de la comptabilisation d'une provision pour perte à terminaison à la fin des exercices 2011 et 2012. Compte tenu de cette dégradation du contexte d'exécution du contrat, AREVA mène actuellement des discussions avec son client pour faire évoluer les contraintes techniques et de calendrier du projet, et obtenir une compensation financière. L'issue des discussions en cours est incertaine et à ce stade les conséquences des accords qui en résulteraient ne peuvent être appréciées, en particulier l'incidence sur l'évaluation des coûts et produits à terminaison. Dans ce contexte, l'arrêté des comptes au 30 juin 2013 a été établi dans une hypothèse de poursuite du projet et sur la base d'estimations de coûts et de produits à terminaison inchangées par rapport à celles retenues au 31 décembre 2012, de même que l'ensemble des hypothèses techniques et de calendrier qui en découlent. A titre de référence, le coût de 12 mois au niveau de mobilisation actuel de l'ingénierie et des équipes projet déployées pour l'exécution de ce contrat peut être estimé à environ 50 M€.

NOTE 13 – DETTES FINANCIERES

(En millions d'euros)	Dettes non courantes	Dettes courantes	30 juin 2013	31 décembre 2012
Options de vente des actionnaires minoritaires	18		18	17
Avances rémunérées	89		89	88
Emprunts auprès des établissements de crédits et billets de trésorerie	453	190	643	542
Emprunts obligataires*	4 905	105	5 010	5 048
Concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs		104	104	60
Instruments financiers dérivés		60	60	49
Dettes financières diverses	30	13	43	46
TOTAL Dettes Financières	5 496	472	5 968	5 850
Dont crédit bail	12	8	21	23

* : après gestion des risques de taux

La rubrique des emprunts auprès des établissements de crédit et billets de trésorerie comprend au 30 juin 2013 un encours de billets de trésorerie de 141 M€, contre 70 M€ au 31 décembre 2012. Le solde de cette rubrique est principalement constitué des emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement d'un montant total de 400 M€ contractés pour moitié en 2008 et le restant en 2009, à échéance 2015 et 2016, respectivement.

Emprunts obligataires

(en millions d'euros)	Nominal	Valeur au bilan	Devise	Taux nominal	Echéance
Date d'émission					
23 Septembre 2009	1 250	1 284	EUR	3,875%	2016
23 Septembre 2009	1 000	1 044	EUR	4,875%	2024
06 Novembre 2009	750	775	EUR	4,375%	2019
22 Septembre 2010	750	743	EUR	3,5%	2021
05 Octobre 2011	500	466	EUR	4,625%	2017
14 Mars 2012	400	396	EUR	4,625%	2017
04 Avril 2012	200	198	EUR	TEC10+2,125%	2022
Total	4 850	4 905			

NOTE 14 – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Actifs et passifs financiers détaillés par catégorie

2013

ACTIF

(en millions d'euros)

Ventilation par catégorie

	Valeur au bilan	Actifs et passifs non financiers	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Actifs détenus jusqu'à échéance	Instruments dérivés	Juste valeur des actifs financiers
Actifs non courants	22 917	16 843	796			4 569	659	50	6 127
Goodwills sur entreprises intégrées	4 085	4 085							
Immobilisations incorporelles	3 119	3 119							
Immobilisations corporelles	8 206	8 206							
Actifs de fin de cycle (part des tiers)	209	209							
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	5 774		698			4 417	659		5 827
Titres des entreprises associées	159	159							
Autres actifs financiers non courants	301	2	98			152		50	299
Actifs du régime de pension									
Actifs d'impôts différés	1 062	1 062							
Actifs courants	8 854	5 438	2 312		919			185	3 416
Stocks et en-cours	2 550	2 550							
Clients et comptes rattachés	2 506	1 160	1 346						1 346
Autres créances opérationnelles	2 095	1 552	412					131	542
Impôts courants – actif	86	86							
Autres créances non opérationnelles	120	90	30						30
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 360		505		855				1 360
Autres actifs financiers courants	137		19		64			54	137
Actifs des activités destinées à être cédées									
Total actif	31 771	22 282	3 108		919	4 569	659	235	9 542

Les instruments financiers à la juste valeur par le Résultat et par les Capitaux Propres selon :

Niveau 1 : évaluation à partir de cotations sur un marché actif,

Niveau 2 : évaluation en l'absence de cotations sur un marché actif mais à partir d'éléments observables se rapportant à cet actif ou à ce passif,

Niveau 3 : évaluation à partir de critères qui ne sont pas basés sur des éléments observables

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Actifs non courants	4 464	50	105	4 619
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	4 417			4 417
Autres actifs financiers non courants	47	50	105	202
Actifs courants	919	185		1 104
Autres créances opérationnelles		131		131
Trésorerie et équivalents de trésorerie	855			855
Autres actifs financiers courants	64	54		118
Total actif	5 383	235	105	5 722

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)

Ventilation par catégorie

	Valeur au bilan	Actifs et passifs non financiers	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Actifs détenus jusqu'à échéance	Instruments dérivés	Juste valeur des passifs financiers
Capitaux propres et intérêts minoritaires	5 530	5 530							
Capital	1 456	1 456							
Primes et réserves consolidées	3 802	3 802							
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	(342)	(342)							
Gains et pertes latents différés sur instruments financiers	199	199							
Réserves de conversion	19	19							
Intérêts minoritaires	395	395							
Passifs non courants	14 151	8 655		5 496					5 793
Avantages du personnel	1 975	1 975							
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 376	6 376							
Autres provisions non courantes	203	203							
Dettes financières non courantes	5 496			5 496					5 793
Passifs d'impôts différés	100	100							
Passifs courants	12 091	8 403		3 544				143	3 688
Provisions courantes	2 512	2 512							
Dettes financières courantes	472			411				60	472
Avances et acomptes reçus Fournisseurs et comptes rattachés	4 351	4 351		1 805					1 805
Autres dettes opérationnelles	2 667	1 356		1 229				83	1 311
Impôts courants - passif	55	55							
Autres dettes non opérationnelles	108	8		99					99
Passifs des activités destinées à être cédées									
Total passif et capitaux propres	31 771	22 587		9 040				143	9 480

Analyse des actifs classés en niveau 3

(en millions d'euros)	Montants au 31 décembre 2012	Acquisitions	Cessions	Autres	Montants au 30 juin 2013
Autres actifs financiers non courants	18	5		82	105

Les actifs classés en niveau 3 incluent principalement la participation d'AREVA dans la société Euronimba ; cette participation était valorisée au 31 décembre 2012 sur la base d'un prix de vente potentiel. Elle a été reclassée du niveau 2 au niveau 3 en 2013 en raison de la décision de ces derniers de ne pas exercer leur option ; au 30 juin 2013, elle est valorisée sur la base d'un rapport d'expert externe.

NOTE 15 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions entre la société mère et ses filiales intégrées, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Le détail des transactions entre le groupe et les autres parties liées significatives est présenté ci-dessous :

(En millions d'euros)

CEA

	30 juin 2013	31 décembre 2012
Ventes	327	555
Achats	49	117
Créances sur les entreprises liées	885	932
Dettes envers les entreprises liées	205	166

Relations avec les entreprises du secteur public

Le Groupe réalise des transactions courantes avec des entreprises du secteur public, essentiellement EDF. Les transactions avec EDF concernent la vente d'uranium, des prestations d'enrichissement, la fourniture de combustible nucléaire, des opérations de maintenance de centrales et des ventes d'équipements, ainsi que des prestations de transport, d'entreposage, de traitement et de recyclage des combustibles usés.

Les négociations entre EDF et AREVA concernant les conditions économiques du contrat de traitement recyclage pluriannuel 2013-2017 se sont poursuivies au cours du premier semestre, la position retenue dans les comptes au 30 juin 2013 correspondant aux termes de l'accord transitoire conclu avec EDF au titre de 2013, en l'attente de la finalisation du contrat pluriannuel.

NOTE 16 – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
ENGAGEMENTS DONNES	2 054	1 994
Garanties de marché données	1 745	1 742
Autres garanties liées à l'exploitation	175	135
Engagements donnés liés au financement	60	50
Autres engagements donnés	74	67
ENGAGEMENTS RECUS	1 386	1 419
Engagements reçus liés à l'exploitation	1 334	1 366
Engagements reçus liés au financement	1	2
Autres engagements reçus	51	51
ENGAGEMENTS RECIPROQUES	4 106	4 984

Les montants ci-dessus reflètent uniquement les engagements que le Groupe considère valides à la date de clôture ; de ce fait, ils n'incluent pas les contrats de construction pour lesquels le Groupe est en cours de négociation.

Engagements donnés

Les engagements liés à l'exploitation représentent près de 93 % des engagements donnés. Ils sont constitués majoritairement de garanties de bonne fin ou de bonne exécution.

Le Groupe a donné une garantie maison mère au client TVO dans le cadre du contrat EPR Finlande pour le montant total de son engagement et reçu, de la part de Siemens, une garantie à hauteur de sa quote-part. L'engagement net donné par le Groupe est compris entre 1,5 et 2 milliards d'euros. Cette valeur n'est pas intégrée dans le tableau récapitulatif.

AREVA a donné une garantie spécifique sur la propriété des titres du pôle FCI cédé à BAIN. Cette garantie, plafonnée au prix de cession de 582 M€, n'est pas reprise dans le tableau récapitulatif ; elle arrive à échéance en novembre 2013.

Engagements réciproques

Le Groupe a mis en place en janvier 2013 une ligne syndiquée de crédit d'un montant total de 1 250 millions d'euros utilisable pour une durée de 5 ans. A fin juin 2013, cette ligne est non-utilisée.

Par ailleurs, le Groupe dispose également de lignes bilatérales de crédit bancaire pour un montant de 805 millions d'euros. Non-utilisées au 30 juin 2013, ces lignes ont des dates de maturité comprises entre 2015 et 2016

NOTE 17 – AUTRES INFORMATIONS

Les sujets suivants sont survenus ou ont connu une évolution notable durant le 1er semestre 2013 :

LITIGES ET PASSIFS EVENTUELS

- **ENQUETES EN COURS**

A la suite de la décision de la Commission Européenne du 24 janvier 2007 ayant sanctionné 11 sociétés, dont AREVA SA, pour des pratiques anticoncurrentielles concernant le marché des appareillages de commutation à isolation gazeuse ("Gas Insulated Switchgears" ou G.I.S.), une nouvelle action en dommages et intérêts a été engagée solidairement à l'encontre d'AREVA S.A. (et de l'ensemble des sociétés défenderesses suite à la décision de la Commission Européenne susmentionnée) en Irlande le 19 avril 2013 par la société ESB Networks. AREVA, avant toute défense au fond, tente dans un premier temps d'obtenir le retrait pur et simple de cette action "strike-out" à son encontre, la demanderesse n'ayant pour l'instant pas dûment notifié son "Statement of Claim" dans les délais. Le montant de la réclamation n'a pas encore été déterminé par la plaignante.

- **CONTRATS EN COURS**

AREVA a été informé par un fournisseur de la possibilité de défauts sur des composants utilisés dans la construction de turbines éoliennes. Ces composants sont inspectés et il sera procédé au remplacement de ceux jugés défectueux. AREVA considère que les coûts, pénalités ou réclamations contractuelles éventuelles liées à ces mesures seront pris en charge par le fournisseur concerné. Par ailleurs, les polices d'assurance de responsabilité civile du Groupe sont susceptibles d'être mises en jeu.

Les litiges et passifs éventuels relatifs au contrat OL3 sont décrits dans la note 12.

NOTE 18 – EVENEMENTS POSTERIEURS À LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture n'est susceptible d'avoir d'incidence significative sur les comptes du Groupe.